

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU SOCIALISME, ENTRE DOGMATISME

MARXISTE ET RÉALITÉ SOVIÉTIQUE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN ÉCONOMIQUE

PAR

SARAH JOLY-SIMARD

JUILLET 2019

## REMERCIEMENTS

Merci d'abord à mon directeur, Till Düppe, d'avoir proposé ce sujet que j'ai immédiatement trouvé intéressant. Pour son œil critique, de m'avoir toujours bien orienté tout au long du mémoire, ainsi que pour la bourse du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie, le CIRST, que je remercie également.

Merci à ceux qui m'ont relu et corrigé, Élissa, Mari-Ève, Louis-Philippe, Marco et tous ceux qui ont été patients et m'ont soutenus durant ces longs mois de travail. Un merci particulier à mes parents, toujours présents pour moi et à Mari-Ève et Élissa, pour leurs présences et leurs soutiens lors des longues journées de rédactions.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES PERSONNALITÉS CLÉS .....	vi
RÉSUMÉ .....	ix
INTRODUCTION .....	1
PARTIE I LES PREMIERS DÉBATS SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU SOCIALISME (1917-1938).....	7
CHAPITRE I LÉNINE ET LES BOLCHEVIKS (1917-1928).....	8
1.1 La disparition de l'économie politique du socialisme .....	8
1.2 L'échec de la planification .....	9
1.3 La loi de la valeur contre la planification durant la NEP .....	12
CHAPITRE II STALINE (1928-1938).....	19
2.1 Le socialisme dans un seul pays.....	19
2.2 Le premier plan quinquennal .....	21
2.3 Une planification omnisciente.....	25
2.4 La Grande Terreur et la demande d'un Manuel d'économie politique.....	28
PARTIE II STALINE ET LE MANUEL D'ÉCONOMIE POLITIQUE (1941-1956) .....	33
CHAPITRE III STALINE LANCE LA DISCUSSION (1941-1945) .....	34
3.1 Contre le dogmatisme .....	35

3.2 La définition de l'économie politique du socialisme .....	37
3.3 La loi de la valeur.....	39
3.4 La planification .....	41
3.5 <i>Teaching of Economics in the Soviet Union</i> .....	45
CHAPITRE IV LES MANŒUVRES D'APRÈS-GUERRE (1945-1951).....	49
4.1 Staline reprend le pouvoir .....	49
4.2 Nouveau pluralisme en économie politique.....	53
4.3 Antisémitisme et la chute de Voznessenski .....	57
4.4 Conversations de l'année 1950 .....	62
4.5 Staline et le débat en linguistique.....	65
4.6 Grande Discussion de 1951.....	69
CHAPITRE V STALINE S'IMPOSE (1951-1956) .....	76
5.1 La poursuite du modèle stalinien devient insoutenable .....	76
5.2 <i>Economic Problems of Socialism in the USSR</i> .....	78
5.3 La dernière conversation.....	86
5.4 Le XIX <sup>e</sup> Congrès du Parti et la mort de Staline .....	89
5.5 La publication du Manuel .....	92
CONCLUSION .....	98
BIBLIOGRAPHIE .....	103

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Extrait de <i>Le système économique soviétique</i> .....	43

## LISTE DES PERSONNALITÉS CLÉS

Beria, Lavrenti P., 1899-1953, chef du NKVD, le Commissariat du peuple pour les affaires intérieures (1938-1945), membre du Politburo (1946-1953), vice-président du Conseil des ministres de l'URSS (1945-1953). Il est fusillé peu après la mort de Staline.

Boukharine, Nikolai, 1888-1938, un des principaux théoriciens du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS, éditeur du Pravda, le journal officiel du Parti (1918-1929) et Secrétaire général de l'Internationale communiste (1926-1929), arrêté en 1937 puis fusillé.

Iarochenko, Luka D., 1896 — ?, économiste critique du Manuel.

Ioudine, Pavel F., 1899-1968, philosophe et coauteur du Manuel. Il devient responsable du département de la culture du Comité central (CC) (1934-1937) puis dirige l'institut de philosophie de l'Académie des sciences (1939-1944).

Jdanov, Andreï A., 1896-1948, membre influent du Parti et du gouvernement. Il occupe le poste de Secrétaire du CC et membre du Politburo (1935-1948).

Jdanov, Youri A., 1919-2006, fils d'A.A. Jdanov, membre important du Parti, responsable du département de science et philosophie du CC (1947-1954).

Kouznetsov, Alexeï A., 1905-1950, Secrétaire du Parti de Leningrad (1945-1949).

Leontiev, Lev A., 1898-1976, économiste responsable du travail collectif sur le Manuel (1937-1954).

Malenkov, Gueorgui M., 1902-1988, Secrétaire du CC (1939-1946 et 1948-1953) et vice-président du Conseil des ministres (1946-1953).

Marr, Nikolai I., 1865-1934, linguiste, membre (1912) puis vice-président de l'Académie des Sciences (1930-1934). Le Parti soutient ses théories jusqu'à ce que Staline les critique en 1950.

Mikoyan, Anastase I., 1895-1978, élu membre du Politburo à partir de 1935 et vice-président du Conseil des ministres (1937-1955).

Molotov, Viatcheslav M., 1890-1986, ministre des Affaires étrangères (1939-1949 et 1953-1956), partisan des politiques de Staline.

Ostrovitianov, Konstantin V., 1892-1969, économiste responsable du travail sur le Manuel avec Leontiev. Il dirige l'institut économique de l'Académie des sciences (1947-1953) et devient membre candidat du CC (1952).

Preobrajenski, Evgueni, 1886-1937, économiste et théoricien influent, il supporte Trotski. Il devient membre du Secrétariat du CC (1920) et du Politburo, puis est exclus du Parti (1927). Il est arrêté (1935) et meurt en prison (1937).

Souslov, Mikhaïl A., 1902-1982, Secrétaire du département sur l'agitation et la propagande du CC, également appelée « agitprop » (1947), membre candidat du Politburo (1948) et éditeur du Pravda (1949-1950).

Tchikobava, Arnold S., 1898-1985, linguiste, membre de l'Académie des sciences de Géorgie (1941) et directeur (1950-1952). Il y dirige le département de linguistique des langues Ibéro-caucasiennes (1936-1985). Il s'oppose à Marr (1950).

Trotski, Léon, 1879-1940, théoricien marxiste, l'une des deux grandes figures de la révolution avec Lénine. Il dirige l'armée rouge durant la guerre civile (1918-1922). Il est exilé de l'URSS (1929) suite à la prise de pouvoir de Staline. Il s'oppose à celui-ci jusqu'à son assassinat au Mexique.

Varga, Eugène, 1879-1964, économiste hongrois. Il participe à la plupart des discussions d'économie politique du capitalisme en URSS jusqu'en 1947 (Versieren, 2013, p.112).

Voznessenski, Nikolai A., 1903-1950, économiste. Il joint le Parti en 1919, devient membre de l'Académie des sciences (1943) et responsable du Gosplan (1937-1949). Il est candidat puis membre du Politburo (1941-1949). Il est fusillé suite à l'affaire de Leningrad.

« La mort d'un homme est une tragédie. La mort d'un million d'hommes est une statistique. » (attribuée à Staline)

« Education is a weapon the effect of which is determined by the hands which wield it, by who is to be struck down. » (Staline, 1934)



## RÉSUMÉ

La révolution russe de 1917 amène au premier gouvernement socialiste, voire marxiste. Comme Marx avait analysé le capitalisme seulement, les bolcheviks se questionnent sur l'*économie politique du socialisme* dès les premiers moments. Ce mémoire étudie l'évolution de cette science du début du régime jusqu'à la publication du Manuel officiel en 1954. Cette période est dominée par la présence autoritaire de Staline, qui supervise de près le projet. Ce dernier instaure une série de politiques de terreur et conserve l'économie sous pression dans l'intention d'effectuer l'industrialisation à un rythme effréné. Néanmoins, la possibilité d'une véritable discipline scientifique d'économie politique du socialisme se manifeste, dès 1941. En effet, Staline encourage les débats et les discussions libres dans le but de dépasser les limites du marxisme dogmatique.

Cette étude démontre que l'intervention « antidogmatique » de Staline contribue en réalité à stabiliser son pouvoir. L'analyse historique des discours d'économie politique du socialisme en contraste avec les méthodes concrètes d'administration économique et le régime politique de Staline étaye l'argumentation. D'abord, Staline ramène au premier plan l'existence de la soi-disant « loi de la valeur » et insiste sur son caractère scientifique. Il paraît ainsi soumettre ses politiques à la science et s'opposer à l'omnipotence du Parti. Toutefois, le discours restera vague, donc dissocié des décisions politiques. Ensuite, Staline encourage les débats et les conflits entre les théoriciens de même que les dirigeants du Parti, ce qui lui permet de diviser pour mieux régner. Finalement, il élimine les concepts inutiles à ses objectifs. Par conséquent, après une période de pluralisme, le Manuel publié en 1954 adopte quand même la position autoritaire de Staline. Après sa mort, l'économie politique du socialisme conserve un discours abstrait qui découle davantage de la doctrine idéologique que de la réalité soviétique.

Mots clés : Manuel d'économie politique, économie politique du socialisme, Staline, loi de la valeur, dogmatisme.

## INTRODUCTION

Ce mémoire étudie le développement de l'économie politique du socialisme en URSS. L'ouverture des débats sur la question correspond au début du régime soviétique, après la révolution d'octobre 1917. Pour la première fois, un État applique les idées de Marx pour construire le socialisme, puis le communisme. Nous analyserons ce discours jusqu'à sa stabilisation, lors de la publication du Manuel officiel en 1954. Globalement, cette étude permet de dresser un portrait moins manichéen d'une période historique où la propagande de l'Occident et de l'URSS ont contribué à obscurcir la réalité.

À partir de 1928, Staline acquiert une autorité politique incontestée. Celui-ci devient le responsable du développement du «socialisme dans un pays»<sup>1</sup>, qu'il déclare constitutionnellement accompli dès 1936. Toutefois, sa gouvernance réunit indéniablement les éléments d'une dictature : l'exercice du pouvoir sans délégation, l'absence d'élections, le contrôle des médias, l'utilisation de propagande, un lien insidieux entre l'État et la police et la modification des livres d'histoires. En 1937 et 1938, Staline affirme son pouvoir ultime sur l'appareil étatique après avoir appréhendé environ 1,5 million de personnes pour des motifs politiques (Khlevniuk et Nordlander, 2004, p. 288-91). Il en profite pour éliminer tout opposant au gouvernement, ainsi que ses adversaires intellectuels, Trotski et Boukharine, et les remplacer par des bureaucrates plus loyaux.

---

<sup>1</sup> Dès 1924, Staline et Boukharine affirment que l'URSS peut parvenir seule au socialisme.

Bien que le moment semble improbable pour un débat ou une discussion libre, c'est dans ce contexte de terreur que Staline entame un projet ambitieux : le premier Manuel d'économie politique du socialisme. Au-delà de l'économie politique du capitalisme de Marx, Engels, et Lénine également, Staline élabore cet ouvrage pendant près de vingt ans, avec un collectif d'économistes. L'analyse des publications de cette période amène à supposer l'absence de débats. Cependant, l'ouverture des archives, quant à elle, permet leur reconstruction. Donc, dès 1941, afin d'éviter que la théorie marxiste se transforme en un système d'idées incontestables, Staline se positionne *contre* le dogmatisme et la propagande. Il encourage les auteurs à entreprendre une démarche intellectuelle authentique et à outrepasser la théorie marxiste :

If you search for the answer to everything in Marx, you'll get off track. In the USSR you have a laboratory that has existed for more than 20 years, and you think that Marx should know more than you do in socialism. [...] You need to work with your own heads and not string together quotations. There are new facts and a new combination of forces. (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 23)

En considérant la littérature existante en économie politique, deux options se présentent à Staline. La première ; définir l'économie politique du socialisme comme l'application et la continuation de la théorie de Marx, afin d'encadrer la politique économique dans le système de planification socialiste. Toutefois, Marx n'avait pas prévu de science économique du socialisme. Alors que sa deuxième option consiste à remplacer l'économie politique par un discours non marxiste, c'est-à-dire une science de la planification effectuée par des ingénieurs.

Ainsi, en 1941, lors de la première rencontre concernant le Manuel, avec des économistes et de hauts dirigeants, la position qu'adopte Staline se situe entre les deux possibilités. Pour inclure la tradition marxiste-léniniste, il conserve le cadre de

l'économie politique qu'il évite de substituer à une science technocratique. Pour rendre l'analyse de Marx pertinente, Staline élargit ses concepts au-delà du capitalisme avec la réintroduction de la soi-disant « loi de la valeur ». Pour plusieurs, elle correspond à des mécanismes de marché par l'offre et la demande, donc de libre formation des prix. La majorité des débats se déroulent de 1945 à 1953 environ, durant la période de « High Stalinism ». Comme dans les autres disciplines, telle que la biologie et la linguistique, ceux-ci sont encouragés et favorisés par Staline et le Parti, comme le suggère la littérature sur l'histoire de la science en URSS (Pollock, 2006, Kremmentsov). Même si d'autres ouvrages remplacent rapidement le Manuel après la mort de Staline, ce dernier établit les termes du discours dans lesquels l'économie politique du socialisme évoluera.

En reconstruisant les événements précédents, ce mémoire explore comment et dans quelle mesure une discussion « scientifique » peut naître dans le contexte du régime de Staline. Les réponses ne sont pas évidentes. Comme l'historien David Holloway décrit en détails, l'État soviétique appuie son autorité sur la science (2017). Le socialisme, au contraire du capitalisme dominé par l'idéologie bourgeoise, se présente comme un régime scientifiquement fondé. Toutefois, les divergences politiques sont rapidement considérées comme des tentatives de sabotage. Durant la période de « High Stalinism », le Parti représente une vérité unique, d'où le dogmatisme marxiste ; ses dogmes sont indiscutables en plus d'être associés au culte quasi religieux de Staline. Les relations complexes des institutions scientifiques se reflètent dans le développement de l'économie politique du socialisme. Cette science, qui se réfère directement au marxisme, revêt un rôle central dans la justification du pouvoir étatique. Pour cette raison, Staline refuse qu'elle soit contaminée par des débats de politiques économiques.

Ce mémoire soutient que Staline utilise stratégiquement le pluralisme et les débats en économie politique, pour stabiliser son autorité. Les discussions sur le Manuel y contribuent de trois manières, l'abstraction, la division et l'exclusion :

- 1) D'abord, Staline insiste sur l'existence de lois économiques du socialisme comme elles existent dans le capitalisme (la loi de la diminution du taux de profit par exemple). L'acceptation de la loi de la valeur signale la soumission de sa politique à la rationalité scientifique. Toutefois, en regardant son fonctionnement discursif, la conversation sur la loi de la valeur restera mystérieuse. Ainsi, l'abstraction permet à Staline d'ériger une frontière entre l'économie politique et la politique économique en définissant les limites du débat. Il sépare la théorie de la pratique qui vise à agir sur la réalité. De cette manière, son insistance sur l'existence des lois économiques du socialisme rationalise ses politiques, même si concrètement, elles se distinguent peu d'une économie de commande volontariste, comme l'indique le chapitre 2.2.
- 2) Le second élément stratégique de Staline consiste à créer des conflits, c'est ainsi qu'il dirige les débats. Il divise pour mieux régner. Même ses proches collaborateurs ne prédisent pas toujours l'issue d'une controverse idéologique. Staline profite des conflits pour s'impliquer dans la discussion comme un intellectuel plutôt qu'un dictateur. La rédaction d'*Economic Problems of Socialism in the USSR*, qui conclut la Grande Discussion qu'il organise auparavant, lui permet d'intégrer la tradition marxiste-léniniste. Staline se rend indispensable en tant que représentant idéologique du marxisme. Cela contribue au culte de la personnalité et renforce son image de leader socialiste.
- 3) La nature stratégique du pluralisme de Staline se montre par le fait évident qu'il supprime les positions économiques qui ne contribuent pas à ces deux

objectifs, fréquemment accompagné d'une élimination physique. Nous le constatons dès le début, même si certaines opinions diffèrent par des nuances seulement, lorsqu'il réagit à Boukharine (1927), Voznessenski (1949) et Iarochenko (1952). Cela rappelle que les débats scientifiques sont soumis aux besoins du Parti.

Cette analyse historique de l'évolution de l'économie politique du socialisme se divise en deux parties. La première aborde les pensées et les systèmes de planification réels, avant et pendant les premières années de Staline, jusqu'à l'exigence d'un Manuel d'économie politique. La deuxième couvre les éléments importants dans sa construction.

Le premier chapitre analyse les premières discussions d'économie politique du socialisme avant et immédiatement après la révolution de 1917. Notamment, nous présentons la thèse commune que l'économie politique disparaîtrait dans un système socialiste (1.1). Nous décrivons la première tentative de planification de Lénine (1.2) et les débats soulevés durant la période de la « Nouvelle Politique économique » qu'il instaure (1.3).

Le second chapitre démontre l'impossibilité des discussions concernant l'économie politique et la planification avec la montée au pouvoir de Staline. Celui-ci présume réalisable la construction du socialisme dans un seul pays, la Russie (2.1). Ensuite, sa première décennie comme Secrétaire général est abordée : le fonctionnement du premier plan quinquennal (2.2), l'accroissement des exigences de l'État pour remplir les plans (2.3) et la Grande Terreur (2.4). Durant cette dernière, Staline exclut les économistes de toute planification, mais demande un Manuel d'économie politique.

La deuxième Partie décrit les événements qui amènent à la publication du Manuel. Le chapitre III analyse les bases de l'économie politique instaurées lors de la première

rencontre de Staline avec les économistes, soit l'adoption d'un discours sans propagande (3.1), la définition de l'économie politique du socialisme (3.2), le retour de la loi de la valeur (3.3) et les principes de la planification (3.4). Ces positions deviennent publiques avec la parution de l'article *Teaching of Economics in the Soviet Union* (3.5).

Le quatrième chapitre analyse les politiques économiques de Staline et les débats d'économie politique après la Grande Guerre patriotique (Seconde Guerre mondiale). Malgré l'absence de discussions sur les politiques staliniennes (4.1), un pluralisme se développe dans la théorie (4.2). Toutefois, l'antisémitisme et les luttes politiques compromettent le travail sur le Manuel (4.3). Ainsi, Staline déplore l'absence de débats lors des conversations de 1950 (4.4). Dans son article en linguistique, pour favoriser le progrès scientifique, il promeut les discussions libres dans les sciences (4.5). Puis, en 1951, il organise une Grande Discussion pour évaluer le contenu du Manuel (4.6).

Finalement, le chapitre V étudie les Remarques sur la Grande Discussion, leurs utilisations par Staline pour conserver son pouvoir politique et leurs conséquences. D'abord, nous soulignons les problèmes économiques entraînés par ses politiques industrialistes (5.1). Malgré tout, il se prononce en faveur du statu quo dans son livre *Economic Problems of Socialism in the USSR* (5.2). Celui-ci devient le sujet de la dernière conversation avec les économistes (5.3). Puis, Staline publie l'ouvrage stratégiquement pour maîtriser le contenu du XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti (5.4). Même après son décès, le Manuel se base largement sur ses écrits (5.5).

PARTIE I

LES PREMIERS DÉBATS SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU SOCIALISME  
(1917-1938)



## CHAPITRE I

### LÉNINE ET LES BOLCHEVIKS (1917-1928)

#### 1.1 La disparition de l'économie politique du socialisme

À la suite de l'insurrection d'octobre 1917, Lénine et les révolutionnaires, membres du Parti bolchevik, instaurent un système socialiste qui repose sur les idées de Marx. Ceux-ci s'entendent sur le fait que l'État remplace les propriétaires des moyens de production (les bourgeois) pour réaliser la révolution industrielle en URSS, une nation majoritairement agraire. Pour Marx, une telle révolution est préalable à la révolution prolétarienne. Toutefois, les bolcheviks ne s'accordent pas sur les méthodes pour y parvenir et les premières années de guerre nuisent à la stabilité et au développement économique du régime. L'économie politique marxiste peut-elle les orienter dans l'instauration des organes publics qui amèneront l'Union soviétique au socialisme et par la suite au communisme ?

Pour plusieurs marxistes soviétiques et européens de l'époque, l'économie politique disparaîtrait dans le socialisme. Pour Marx, la valeur-travail remplace la valeur en tant que commodité dès la première phase du socialisme (cité dans Lallement, 2014, note 14). Dans le nouveau système, elle consiste en la comparaison des biens sur la base d'un calcul simple qui se compose du temps de travail nécessaire à la fabrication d'un produit et indirectement celui de ses intrants. La théorie de Marx ne contient pas de concept élaboré d'économie politique du socialisme (Chavance, 1980, p. 22).

Toutefois, dans l'*Anti-Dühring*, chez Engels, on retrouve une définition élargie de l'économie politique : « la science des lois qui régissent la production et l'échange des moyens matériels de subsistance dans la société humaine » (cité dans Chavance, 1980, p. 23). Ainsi, cette dernière inclut les systèmes économiques hors du capitalisme qui contiennent une division du travail. Déjà en 1899, dans *The Development of Capitalism in Russia*, Lénine proposait également sa propre définition qui s'inspire d'Engels. Elle se caractérise comme la « science des modes de production sociale considérés dans leur développement historique » (cité dans Chavance, 1980, p. 26). Selon celle-ci, la valeur et les instruments de l'économie politique ne paraissent pas incompatibles avec le socialisme.

Au contraire de Lénine, Nikolai Boukharine et Evgueni Preobrajenski, deux économistes et révolutionnaires soviétiques, influents par leurs écrits, soutiennent la disparition de l'économie politique.

## 1.2 L'échec de la planification

L'ouvrage de Boukharine, *The Economics of the Transitional Period*, paraît en 1920. Pour l'homme, la planification se substitue à l'économie politique:

As soon as we have to deal with an organized national economy, all the basic "problems" of political economy such as value, price, profit, etc., simply disappear. Here "relations between men" are no longer expressed as relations "between things," for here the economy is regulated, not by the blind forces of the market and competition, but by the consciously carried out plan. (cité dans Kaufman, 1953, p. 245)

Généralement, Lénine supporte cet ouvrage, à l'exception de la définition de l'économie politique, qu'il limite à l'étude de la production marchande non organisée (capitaliste). Par conséquent, Lénine y annote deux objections. Premièrement, la

disparition de l'économie politique consiste en « un certain pas en arrière par rapport à Engels ». Deuxièmement, « la production marchande est aussi une économie "organisée" » (cité dans Chavance, 1980, p.26). Toutefois, l'affirmation de Boukharine, considéré comme un éminent théoricien, prend beaucoup d'ampleur. Selon l'économiste soviétique D. Rosenberg, elle prend: « the character of a dogma and it seemed "indecent" for an economist to re-examine or to revise it. » (cité dans Kaufman, 1953, p. 248) Dans ce cas, comment procéder avec ladite planification ?

Toujours en 1920, Boukharine et Preobrajenski s'associent dans l'ouvrage *The ABC of Communism* et y décrivent la future société communiste. Pour eux, une planification devient nécessaire dès que l'ensemble des entreprises sont nationalisées, à l'exemple d'une immense coopération. Essentiellement, l'État calcule tout précisément : les quantités à produire de même que les biens et le capital nécessaire (cité dans Ananyin et Melnik, 2019, p. 3). « This is how the organization of communist production will be effected. Without a general plan, without a general directive system, and without careful calculation and book-keeping, there can be no organization » (*Ibid.*). Ainsi, une science d'organisation de la production, qui s'éloigne des simples calculs suggérés par Marx et Engels, remplace l'économie politique. Comme Jérôme Lallement le souligne, en discutant le statut épistémologique des lois économiques du socialisme : « Une conséquence de cette position est de faire de la planification le seul objet de la politique économique et de réduire l'économie politique à n'être qu'une science descriptive de l'économie soviétique. » (2014, note 14) Après la révolution, les bolcheviks s'inspirent de cette vision du socialisme, sans « monnaie » et sans « commodité », pour orienter leurs politiques. Cependant, ce modèle ne subsiste que brièvement.

Une guerre civile se déclenche, seulement 18 mois après l'arrivée des révolutionnaires, minoritaires lorsqu'ils prennent le pouvoir en octobre 1917. Comme

le rapporte l'historien Nicolas Werth, celle-ci se déroule sur plusieurs fronts puisqu'elle oppose les bolcheviks à de nouveaux gouvernements et des nations de l'ex-empire russe ainsi qu'aux paysans (2017, p. 18). Le terme « communisme de guerre » désigne les politiques appliquées durant cette époque, de 1918 à 1921, que Lénine lui-même qualifie de capitalisme d'État. L'objectif devient une planification complète sans se référer aux relations « monnaie-commodités ». En réalité, le système consiste plutôt en des « commandes ad hoc » (Riha, 1994, p. 120). Alors que l'État nationalise une majorité des industries, qu'il contrôle les intrants et la consommation, en pratique, près du 2/3 des entreprises reste sous gestion privée. De plus, si l'on compare la production de 1920 à celle de 1913, la production industrielle diminue de 6/7, et celle des produits agricoles, l'occupation de 80 % de la population, baisse de 2/3 (Riha, 1994, p. 121). De plus, même si les bolcheviks tentent d'abord une réquisition forcée du blé, les paysans se révoltent en trop grands nombres contre celle-ci (Werth, 2017, p. 26). Dans ce contexte, on assiste déjà à la naissance d'un débat sur un plan économique unique, qui permettrait à la fois de résoudre les problèmes d'approvisionnements du blé et la diminution de la production industrielle (Stanziani, 1998, p. 272). Ce sera toutefois une autre politique qui sera adoptée avec l'implantation de la Nouvelle Politique économique (NEP), que nous verrons dans la prochaine section.

En 1921, Lénine admet qu'ils se sont trompés sur le communisme de guerre :

We reckoned—or perhaps it would be truer to say that we presumed without reckoning adequately—on being able to organize the State production and the State distribution of products on Communist lines in a small-peasant country directly by an order of the proletarian State. Experience has proved that we were wrong. (cité dans Riha, 1994, p. 121)

Concrètement, les idées de Boukharine et Preobrajenski s'appliquent plus difficilement qu'il n'y paraît. Sur cette expérience, Lénine, contrairement au

consensus parmi les marxistes de l'époque, intègre l'économie politique dans le socialisme (Kaufman, 1953, note 4 ; Riha, 1994, p. 118).

### 1.3 La loi de la valeur contre la planification durant la NEP

La Nouvelle Politique économique (NEP) correspond à une période où les théories économiques évoluent au gré des situations politiques changeantes qui déterminent l'environnement économique. La NEP consiste à rétablir temporairement une partie du marché en URSS afin de revigorer l'économie. En 1921, le X<sup>e</sup> Congrès du Parti approuve l'adoption de la NEP suite aux recommandations de Lénine. L'État conserve le contrôle de la majorité des industries, à l'exception des petites entreprises, et libéralise l'économie du côté des paysans, puisqu'il diminue de moitié la taxe fixe en produits. À présent, ceux-ci gardent leurs surplus plutôt qu'ils soient saisis intégralement (Feiwel, 1967, p. 32). L'économie devient un système mixte sous lequel le capitalisme et le socialisme coexistent.

Déjà en 1922, dans un Congrès du Parti, Lénine s'interroge sur un sujet d'importance capitale, nationalement et internationalement : « Who will vanquish whom? Capitalism or socialism? » (cité dans Riha, 1994, p. 122). En 1923, avant sa mort, il rédige un article précisant que la NEP devrait perdurer dix à vingt ans, le temps nécessaire pour le « développement culturel de la masse populaire » (Lénine, 1923). Lénine y définit la collectivisation et la révolution culturelle comme les étapes essentielles dans la transition au socialisme. Selon l'historien Andrea Graziosi, il serait possiblement l'unique haut dirigeant à souhaiter la conservation de la NEP. En effet, lorsque les autorités publient son article, elles le discréditent, précisant que Lénine l'avait rédigé pendant la maladie (2010, p. 55-56). À l'exception de Lénine, les bolcheviks considèrent la situation temporaire et envisagent un retour à une forme

de socialisme sans marchés spontanés. Dans ces conditions, les théoriciens du Parti et les économistes élaborent leurs théories.

Du côté international, pour Léon Trotski, un théoricien marxiste et l'une des deux grandes figures de la révolution avec Lénine, ils ne parviendront pas à construire le socialisme en URSS uniquement. Une révolution mondiale est nécessaire afin d'enrayer le capitalisme. De plus, l'URSS dépend directement de la spécialisation du travail international pour effectuer son industrialisation. L'État ne possède pas la capacité de développer seul sa propre technologie. Par conséquent, l'absence d'autres révolutions réussies implique l'inexistence d'un futur au socialisme en URSS. Au contraire, en 1924, Staline et Boukharine affirment qu'il subsisterait dans un pays grâce à l'autarcie et une économie planifiée (Howard et King, 1992, p. 30 ; Ticktin, 2011, p. 52). Pour Staline, l'autarcie permet d'éviter la dépendance aux marchés capitalistes. Boukharine, pour sa part, discute davantage d'autosuffisance (*Ibid.*, p. 31).

À l'échelle nationale, après le décès de Lénine, la question soulève des luttes de pouvoir en politique. Même si Staline remplace Lénine depuis 1922, selon les notes de fin de vie de ce dernier, connue comme son testament, aucun bolchevik ne possède les compétences suffisantes pour lui succéder. Ainsi, un débat sur la nécessité du marché oppose la gauche à la droite du Parti. La première se forme de Trotski et Preobrajenski. Ceux-ci prônent une expansion du secteur de l'État par l'abolition de tous les marchés et l'investissement massif dans l'industrie lourde. L'objectif consiste d'abord à développer cette dernière au détriment de la consommation, dans le but de l'augmenter ultérieurement (Riha, 1994, p. 122-123). Comme le démontrent les historiens marxistes Howard et King, Trotski considère les deux systèmes incompatibles. Ainsi, le plus efficace en fonction de la productivité relative du travail remportera la compétition entre le socialisme et le capitalisme (1992, p. 367).

La droite, par contre, représentée par une alliance entre Staline et Boukharine, opte pour une approche de marché par la continuation de la NEP jusqu'à l'atteinte du socialisme. Ils favorisent des incitatifs de marchés et le respect des proportions entre les différentes branches de l'économie. Autrement dit, considérer l'offre et la demande dans la gestion de la production et que celles-ci s'éloignent peu d'un équilibre de marché (Riha, 1994, p.122 ; Feiwel, 1967, p. 52). Boukharine est d'ailleurs derrière le célèbre slogan « enrichissez-vous », adressé aux paysans. Les deux fronts se distinguent par leur conception des relations entre l'État et le marché. La gauche considère ce dernier comme une menace pour le socialisme, tandis que la droite compte l'utiliser afin d'y parvenir. Durant cette période, la coexistence de la planification et de marchés amène de nouvelles théories d'économie mixte.

La plupart des économistes, comme Trotski, conçoivent la nouvelle réalité comme deux systèmes en opposition. La planification agit comme régulateur dans le domaine de l'État et la loi de la valeur retrouve un rôle central puisqu'elle règne dans le privé. Celle-ci contrôle l'allocation du travail entre les différentes branches de l'économie, mais agit en dehors de la volonté de l'homme. Même si le gouvernement peut limiter ses effets au secteur privé, aucun économiste ne nie ses répercussions dans le socialisme, ne serait-ce qu'en menaçant son existence.

Preobrajenski élabore en premier une théorie d'économie mixte dans son ouvrage *The New Economics* en 1925 (Kaufman, 1953). Il y affirme que la loi de la valeur régule l'agriculture. Par contre, la planification étatique limite l'impact de cette loi dans les domaines nationalisés (cité dans Riha, 1994, p. 121-122). Selon lui, « l'économie politique cède la place à la technologie sociale, c'est-à-dire à la science de la production socialement organisée », qui étudie la planification idéale (cité dans Chavance, 1980, p. 25). Celle-ci découvre les lois hors de son contrôle afin d'établir et anticiper la production (Kaufman, 1953, p. 251). Pour Preobrajenski, la lutte entre

l'État et le marché s'exprime dans la confrontation entre la loi de la valeur et « la loi de l'accumulation socialiste primitive ». Celle-ci se compare à l'accumulation primitive du capital de Marx. Elle vise le développement de l'industrie par l'État à l'aide des surplus qu'il récupère du secteur agricole. Pour y parvenir, elle amène à fixer des prix élevés pour les biens industriels et faibles pour les produits agricoles (Kaufman, 1953, p. 257 ; Feiwel, 1967). Comme l'explique l'économiste G.R. Feiwel, pour Preobrajenski, l'industrie l'emporte pour la raison suivante :

Moreover, the sharp increase in the flow of industrial output ensuing from concentration of capital formation in industry would be the most powerful economic incentive for increasing agricultural output and overcoming the peasants' reluctance to trade. (1967, p. 37)

Les Soviets, durant la NEP, connaissent et utilisent déjà cette pratique qui permet d'augmenter la production agricole (Kaufman, 1953, p. 258).

Étant donné que les autorités considèrent la NEP comme une étape transitoire vers l'atteinte du socialisme, en 1925, un économiste reconnu tente à nouveau d'élaborer une économie politique du socialisme. Ainsi, lors d'un débat organisé par la *Communist Academy of Science*, Skortsov-Stepanov propose sa définition élargie de l'économie politique :

Elle est en outre, premièrement une théorie de la genèse et du développement du mode de production capitaliste à partir du féodalisme, et deuxièmement, elle étudie sur le plan théorique de quelle façon, au sein des formes de mouvement en dissolution, se constituent des éléments de l'organisation future, nouvelle, de la production et de la répartition. (Chavance, 1980, p. 27)

Par rapport à la définition de Lénine, celle-ci ajoute l'étude de la *transition* et suppose la persistance d'éléments capitaliste dans le socialisme. Lors de la discussion, seulement deux participants l'approuvent contre douze puisque la majorité appuie encore la disparition de l'économie politique (*Ibid.*).



En 1926, les économistes soviétiques Elizaveta Khmel'nitskaya et Lev A. Leontiev, spécialisés en idéologie, développent leur théorie d'économie mixte dans *Essays in transitional Economics*. Celle-ci tend davantage vers le marché que l'approche de Preobrajenski (Kaser, 2008, p. 143). Pour eux, les deux systèmes se mélangent et le secteur socialiste s'adapte au marché en prenant sa monnaie et la production de biens. Ce dernier devient le seul régulateur au travers de la loi de la valeur. Ils affirment, comme Trotski, que le système le plus efficace économiquement l'emportera (Kaufman, 1953, p. 261).

Dès 1927, l'économie politique accorde un rôle central à la théorie de l'impérialisme de Lénine et doit se baser sur le marxisme-léninisme. Voici l'objectif d'enseigner l'économie politique selon le commissariat à l'Éducation:

[l'] économie politique doit donner non seulement les bases marxistes de cette science (la théorie marxiste du capitalisme et la doctrine léniniste sur l'impérialisme), mais aussi les interprétations théoriques de l'économie soviétique, en tant qu'économie de la période de transition, sur la base de la doctrine économique du marxisme-léninisme. (cité dans Stanziani, 1998, p. 313)

La situation politique évolue à la fin de 1927 puisque Staline évince Trotski du Parti. Celui-ci se retourne alors contre la « droite », dont Boukharine, qui l'avait soutenu dans le cours de son ascension au pouvoir (Lallement, 2014, note 32). Ensuite, Staline adopte les politiques d'industrialisation par l'État associées à la gauche. Pour lui, Trotski les avait proposées trop tôt. À présent, la poursuite de la NEP risque d'entraîner le retour du capitalisme. En 1930, dans un article publié dans le Pravda, Staline affirme: « we shall “get rid of the NEP” when we are no longer under the necessity of permitting a certain freedom for private trade, when permitting it would yield only adverse results. » (1930/1954) Comme la production aurait retrouvé les niveaux d'avant-guerre, Staline oriente la politique sur l'industrialisation. Ceci

explique les contributions de Batayev, Ostrovitianov et Lapidus au travail de Leontiev et Khmel'nitskaya (Kaufman, 1953, p. 259 ; Feiwel, 1967, p. 57). Maintenant, ceux-ci se questionnent sur l'utilisation de la valeur par l'État.

L'économiste K. Batayev apporte sa propre critique en 1928. À son avis, l'absence d'un socialisme achevé entraîne les contradictions entre le capitalisme et le socialisme de transition (Kaufman, 1953, p. 262). Comme le capitalisme entoure ce dernier, il doit poursuivre l'accroissement de ses forces productives. Dans cet objectif, la loi de la valeur sert d'outil de comptabilité pour accélérer leurs développements.

Les économistes et membres importants du Parti, Iosif Lapidus et K. V. Ostrovitianov, publient quant à eux, *Political Economy in Connection with the Theory of Soviet Economy* en 1928. Ils y affirment que la planification remplace la loi de la valeur. Cependant, l'État profite de son utilisation dans une économie en transition (Kaufman, 1953, p. 264). Le gouvernement recourt également à une nouvelle loi, celle de l'allocation du travail, qu'ils définissent ainsi :

In a capitalist economy this law acts in spite of the human will and consciousness through the law of value; in a communist society it will act exclusively through the will and consciousness of men and will express itself in definite planning decisions by the appropriate authorities. (cité dans Kaufman, 1953, p. 263)

Cette dernière permet de distribuer le travail proportionnellement tout en respectant les nécessités entre les branches de l'économie.

Ainsi, l'analyse des discussions, avant et immédiatement après la révolution, souligne la pluralité des théories sur l'économie politique du socialisme et la planification. La nature du système et de ce qui le régle constitue encore un sujet d'étude. Alors

même que les concepts demeurent théoriques, un consensus en sort ; tant qu'un marché existe, l'État soumet sa planification à l'analyse de la loi de la valeur. Toutefois, avec la prise du pouvoir par Staline en 1928, les débats migrent vers les méthodes de planification, puis disparaissent rapidement. En 1929, celui-ci parvient à éliminer son dernier opposant influent du Parti, Boukharine. Pour cela, il publie les notes critiques que Lénine avait rédigées dans son ouvrage de 1920 (1.2) (Chavance, 1980, p. 27). Ainsi, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, Staline applique librement ses politiques afin de réaliser le socialisme dans un seul pays : restreindre les échanges internationaux, investir massivement dans l'industrie lourde et favoriser la collectivisation. Les deux derniers constituent les secteurs principaux de l'économie en URSS ainsi que les composantes du premier plan quinquennal.

## CHAPITRE II

### STALINE (1928-1938)

#### 2.1 Le socialisme dans un seul pays

Déjà en 1924, Staline affirmait que l'État parviendrait à construire le socialisme dans un seul pays, grâce à l'autarcie et une économie planifiée. Pour lui, la pérennité du système dépend directement de l'industrialisation par les plans quinquennaux, pour deux motifs principaux. L'un d'eux, également l'objectif du premier plan (1928-1932), se compare avec ce que Trotski affirmait déjà (1.3). Il consiste à produire un système socialiste supérieur au capitalisme, économiquement et technologiquement. En 1928 Staline affirme : « In order to achieve the decisive victory of socialism in our country, we must catch up to and overtake these countries technologically. Either we do that or they will wipe us out. » (Cité dans Davies et Harris, 2014, p. 40)

Le second motif, légitimé par les théories de Lénine sur l'impérialisme, réside dans la crainte des hauts dirigeants d'une guerre contre les nations capitalistes. Ainsi, dans la forme ultime du capitalisme impérialiste, sa théorie énonce que la division du travail devient la division du travail mondiale, et que les pays en développement se transforment en nations de prolétaires (Birken, 2018, p. 4). De ce fait, devant le manque de nouvelles colonies possibles pour étaler leurs marchés, l'URSS constitue un territoire intéressant. De plus, cette dernière encourage les autres pays à effectuer

la révolution et s'oppose ouvertement au capitalisme. Dans ces circonstances, même dans la période de 1921 à 1935, le gouvernement redoute une attaque (Davies et Harris, 2014, p. 94). L'industrialisation et l'investissement dans l'armement permettent de se défendre.

Pour ces motifs, Staline arrête la NEP en 1927 et adopte les politiques de Preobrajenski. Toutefois, avec une industrialisation sans aucune modération. Pour l'accélérer, plutôt qu'une agriculture semi-privée comme sous la NEP, il propose la collectivisation de l'agriculture. Celle-ci consiste en l'instauration de vastes exploitations agricoles par l'État qui fournit la technologie à utiliser communément. Cela deviendra les kolkhozes : des coopératives de cultivateurs formées de 50 à 100 familles qui vendent leur marchandise au gouvernement et redistribuent les produits excédentaires entre ses membres. Tel que le suggérait Preobrajenski, en 1925, le Parti fixe les prix artificiellement bas. Il récupère ainsi les surplus de productivité de la campagne et les investit dans le développement de l'industrie. Au départ, Staline souhaite que cette transition s'accomplisse sur une base volontaire (Feiwel, 1967, p. 62). Néanmoins, de quelle manière implanter ladite planification de l'industrie ?

Dans l'étude de l'établissement et l'application des plans, les économistes se divisent en deux groupes : les « genetecists » et les « teleologists ». Les premiers favorisent une planification qui s'appuie sur les résultats antérieurs puisqu'ils affectent l'économie. Ainsi, ils ajustent les attentes de production post-réalisation. Les seconds privilégient les quantités futures, ils suggèrent des proportions inédites qui proviennent des besoins de la société et de la politique (Nove, 1990, p. 32). Donc, une « opposition entre une utopie savante et un projet administratif » naît (Stanziani, 1998, p. 372). Kondratiev, Bazarov et Groman appartiennent aux « genetecists », tandis que Strumilin et Kon s'expriment pour le Parti et font partie des « teleologists » (Kaufman 1953, p.266). Selon Kaufman, la véritable problématique sous-jacente

concerne l'application concrète de l'industrialisation et de la collectivisation (1953, p. 268). L'État doit-il tout accomplir et utiliser son « monopole d'autorité légitime », donc le seul à utiliser la violence légalement, ou existe-t-il des incitatifs de marché qui favoriseront la transition ? Le théoricien Boukharine, par exemple, recommandent la seconde option, par la NEP.

En ce qui concerne l'économie politique, celle-ci s'adapte également aux politiques de Staline. Ostrovitianov et Lapidus revoient leurs concepts en 1928. Ils concluent que l'économie politique disparaît puisque l'État planifie l'ensemble de l'économie (Wagener, 2018, p.8). Boukharine révisé également sa pensée dans un article publié en mars 1930 (Kaufman, 1953, p.249). Il insiste sur l'allocation des ressources et les proportions, telles que suggérées par les « genetecists ». Pour lui, la théorie de l'économie planifiée remplace l'économie politique. Elle étudie les lois objectives derrière la planification et les identifie afin que l'État les applique.

## 2.2 Le premier plan quinquennal

L'élaboration du premier plan quinquennal prit près de 4 ans (Zaleski, 1984, p. 630). Pour accomplir l'une des deux composantes du premier plan quinquennal, les politiques industrialistes de Staline, le Parti entreprend la conception et l'instauration d'un système de planification. Celle-ci s'effectue d'après une organisation pyramidale qui transmet les objectifs de production. L'État détermine à la fois l'offre, les prix et l'allocation des intrants. Une procédure d'agrégation en montant (pour vérifier l'atteinte des plans) et de désagrégation en descendant permet d'acheminer les quantités. Par exemple, pour la production d'une tonne de clous, les couches inférieures s'occupent de la décomposition en fonction de l'ensemble de leurs caractéristiques : la longueur, la tête, la tige, la pointe, etc. Selon Hanson, un

politologue, « basically, the whole economy was run like a single giant corporation », comme Boukharine et Preobrajenski suggéraient en 1920 (1.2) (2014, p. 9).

La première étape de la planification s'effectue par Staline et son « cercle rapproché », qui fixent les objectifs globaux de production. En 1928, ces derniers prévoient un accroissement de 250 % pour l'industrie et de 330 % pour l'industrie lourde seulement ("Collectivization", 2016). Pour les plans de 1929 et 1930, le Politburo augmente constamment la cible en fonction des résultats antérieurs<sup>2</sup>. Même s'ils paraissent inatteignables, Staline n'émet aucune recommandation concrète pour les remplir (Davies et Harris, 2014, p. 40). À la fin de 1929, une fois que Boukharine est éliminé du Parti, le processus d'élaboration des plans devient indiscutable. Donc, Staline augmente de plus en plus son autorité, se prononce contre toute modération et tout marché.

Ainsi, le type d'administration favorisée par Staline se dessine rapidement après la disparition de ses opposants. Déjà, en 1929, ses lettres, destinées à un de ses protégés et haut dirigeant du Parti, Viatcheslav Mikhaïlovitch Molotov, se ponctuent à la fois d'actions politiques que de personnes à exécuter :

1. Transfer Comrade Mirzoian to the Trade Union International. 2. Purge the finance ministry and state bank of wreckers despite the wails of dubious communists and definitely shoot two or three dozen wreckers from these *apparaty*, including several dozen common cashiers. 3. Kondratieff, Groman and a few other scoundrels must definitely be shot. 4. A whole group of wreckers in the meat industry must definitely be shot. 5. It is a mistake to issue nickel coins now. 6. It is a mistake to import shoes from England. 7. It is good that the United States has allowed the importation of our timber. 8. How

---

<sup>2</sup> Une douzaine de dirigeants forment le Politburo et répondent à l'autorité du Secrétaire général (Staline). Ils dirigent les activités du Comité central et déterminent les politiques à poursuivre. Dans les années 1930, le Politburo s'occupe des décisions suivantes : le budget d'investissement, la distribution de l'exportation et la collecte du grain (Gregory, 2003, p. 270).

are things with German credits? 9. Force grain exports; credits will come. 10. Pay attention to the Stalingrad and Leningrad tractor factories. Things are bad there. (cité dans Gregory, 2003, p. 14)

Staline semble libre de toutes contraintes morales. Selon l'économiste P. R. Gregory, sa montée au pouvoir intègre la tradition bolchevik, puisque la brutalité constitue une caractéristique de leur administration.

Pour revenir au système de planification, les directives de Staline, du Politburo et du Comité central (CC) descendent les échelons par la suite<sup>3</sup>. Le second niveau, le Gosplan et le département d'économie du Parti, composé de milliers de personnes, s'occupent de la planification entre les branches (secteurs) (Rosser, p. 300). Ensuite, les différents ministères, divisés en une cinquantaine de branches selon le secteur économique, établissent des plans précis pour chaque entreprise. Finalement, le million de directeurs remplissent concrètement les objectifs (Chavance, 1983, p.33). Les quantités produites repassent par ces mêmes paliers pour leur vérification. Conformément à Hanson, ces bases du système économique, développées lors du premier plan quinquennal, perdureront en URSS.

Même si Staline souhaite éliminer toute présence de marché, Hanson rapporte quatre secteurs hors du contrôle étatique. D'abord, les biens suivants restent privés : les possessions dans les domiciles, les habitations en milieu rural, les voitures, les comptes en banques et l'argent. Ensuite, sauf les membres du Parti, la population choisit son emploi librement, à l'exception de la période allant de 1940 à 1956 puisqu'il devient interdit de quitter un travail sans permission officielle (Chavance, 1983, p.14). Le chômage est quasi inexistant. Le panier du consommateur demeure

---

<sup>3</sup> Le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique dirige toutes les activités du gouvernement. Ses membres sont élus lors des congrès tous les cinq ans. Celui-ci désigne le secrétaire et le Secrétaire général, puis les membres du Politburo. Il se divise en plusieurs départements administratifs : agriculture, agitation et propagande, science, industrie, etc. (Krementsov, 1997, p. 54)



non planifié, à l'exception des moments de rationnement au moyen de cartes alimentaires. Toutefois, la priorisation de l'industrie lourde entraîne fréquemment des pénuries de biens de consommation (2014, p. 29). Forcément, l'URSS s'adapte au marché pour les exportations. Finalement, un important marché noir se développe sous Staline qui permet d'échanger les produits illégaux et ceux volés à l'État.

La seconde composante du premier plan quinquennal consiste à nationaliser un marché déterminant, celui des paysans. Staline opte pour l'utilisation de la coercition. Ainsi, le CC décrète la collectivisation forcée dans tout le pays, dès novembre 1929, « c'est la fièvre des *kolkhozy* géants » (Stanziani, 1998, p. 411). Ils deviennent rapidement supervisés par des membres du Parti, toutefois, les bureaucrates assignés ne connaissent rien à l'agriculture. Cependant, les paysans riches, les koulaks, refusent d'inclure les kolkhozes ainsi que de remettre leur terre et leur bétail à l'État ; ils préfèrent l'abattre pour le consommer. En janvier 1930, le CC décide d'éliminer cette classe sociale, ainsi que tout récalcitrants, stigmatisés ainsi koulaks. Selon Stanziani, les autorités déportent près de 10 millions de paysans, dont un tiers meurent dans le transport. Ils les acheminent dans des territoires hostiles soit dans des goulags où, sous-alimentés, ils effectuent des travaux forcés (1998, p. 412). Werth, pour la période allant de 1929 à 1933, comptabilise environ 2 millions de paysans déportés et 6 millions qui meurent de faim (2017, p. 51). Dès la fin des 1930, les plans incluent la production du travail forcé qui fournit environ 10 % de la production industrielle totale (*Ibid.*, p. 69).

Dès 1929, lorsque Boukharine et Trotski s'opposent à la collectivisation forcée, Staline saisit l'occasion d'accuser à la fois la « gauche » et la « droite » du Parti d'adopter des positions contre-révolutionnaire (Howard et King, 1992, p.54). Ensuite, il publie un article dans Pravda, le 2 mars 1930, *Diziness with Success*, au sujet de la collectivisation. Il identifie deux types de déviations administratives problématiques.

La première, celle de droite, fuit les défis, ralentit l'industrialisation et la construction du socialisme. En bref, il interdit de se prononcer pour un investissement modéré dans l'industrie, comme Boukharine. À l'opposé, il condamne la gauche d'un excès de zèle et d'appliquer la force brute, par exemple dans la collectivisation. En juillet 1930, lors du XVI Congrès du Parti, Staline proscrit officiellement les deux positions : « He demanded a “merciless struggle against them” by means of party purges, campaigns of “self-criticism,” worker oversight from below, the ruthless exposure of inefficiency, and the strictest verification of the fulfillment of central directives. » (Davies et Harris, 2014, p. 42-45) Staline applique une tactique de division dans la population qui sera reconnue comme une de ses stratégies. Chaque individu doit se méfier d'autrui. En dernier lieu, la responsabilité de l'échec des plans retombe sur l'organisation du travail. Ainsi les ingénieurs se trouvent accusés et dans certains cas, subissent des conséquences extrêmes. En 1931, dans une mine de charbon à Donbass, près de la moitié d'entre eux sont condamnés au travail forcé (*Ibid.*, p. 49). Ceci correspond à un renforcement considérable de la répression par rapport aux années de la NEP.

### 2.3 Une planification omnisciente

À partir de 1929, le pouvoir politique de Staline devient prépondérant. Dans la décennie suivante, il instaure un système totalitaire. Puis, il augmente constamment les exigences des plans et recherche partout les saboteurs qui compromettent la production. En 1930, il musèle les économistes et impose une hiérarchie complète dans la planification. Il contraint les fonctionnaires à s'adapter aux plans puisqu'il affirme que le Parti ne commet pas d'erreurs de quantités (Davies et Harris, p. 45). Pour motiver les bureaucrates il répète, tel un mantra, l'objectif de rattraper la production des nations capitalistes. La pression repose entièrement sur les

intermédiaires comme les responsables de la direction et les ingénieurs (Werth, 2017, p. 56).

En 1933, au mécontentement de hauts dirigeants, la production de l'industrie et les ratios de collecte de grains n'atteignent pas les niveaux fixés par les plans à plusieurs reprises. Ainsi, l'État diminue les objectifs du second plan quinquennal (1933-1937), mais devient intransigeant. Un échec ne se justifie pas par des explications objectives, comme l'exigence de quantités trop élevées (Davies et Harris, 2014, p. 20). Pour Staline, il n'existe que deux causes. La première réside dans l'absence des qualités bolcheviks essentielles pour réussir les plans. Ainsi, le manque de : « dynamism, self-sacrifice, enthusiasm and initiative » (Davies et Harris, 2014, p. 53). La seconde découle de la bureaucratie. Celle-ci compromet les plans lorsqu'elle adopte les déviations identifiées en 1930 (2.2), perçues comme des attitudes contre le Parti, ou des comportements opportunistes (Davies et Harris, 2014, p. 54). En réalité, les chefs d'entreprise sous-déclarent leurs ressources ainsi que leurs capacités de production notamment due aux pénuries constantes. Tandis que les bureaucrates, au courant de cette stratégie, élaborent des plans au-dessus de ce qu'ils transmettent (Chavance, 1983). Lorsque les plans ne sont pas atteints, les directeurs, les ingénieurs et les ouvriers risquent leurs emplois ou même des travaux forcés, s'ils sont accusés d'attitude contre le Parti. À partir de ce moment, une deuxième économie se développe afin d'approvisionner les entreprises en intrants que l'État procure en quantités insuffisantes (Gregory, 2003, p. 6). Ainsi, les gestionnaires accomplissent leurs objectifs. Comme les résultats traversent plusieurs paliers, la corruption permet d'augmenter à la hausse la production et de déclarer moins de ressources disponibles (*Ibid.*, p.10 ; Rosser, p. 300).

Staline crée ainsi une succession de dénonciation avec ses définitions imprécises de traître ou d'agent double (saboteur). Autrement, si les administrateurs tentent de

diminuer les plans, la source du problème, ils risquent une accusation de déviation à droite (2014, p. 57). Tous finissent par rejeter le blâme sur autrui. Pour Davies et Harris, les encouragements de Staline, à rechercher et signaler toute attitude contre le Parti, le convainc lui-même de la politique de terreur.

Dans l'autre secteur principal de l'économie, avec les pressions mentionnées ci-haut, l'État parvient à collectiviser 90% des familles en campagne dès 1935 (Graziosi, 2010, p. 119). Aucun spécialiste ne pensait qu'elle se réaliserait de cette façon et aussi rapidement (Kaufman, 1953, p. 268 ; Riha, 1994, p. 123). Toutefois, le secteur agricole de l'URSS cesse d'être autosuffisant. Comme les résultats de la collectivisation ne correspondent toujours pas aux attentes élevées, le CC cède un lotissement privé de 2 000 à 5 000 mètres carrés aux paysans la même année (Graziosi, 2010, p. 126). Néanmoins, celui-ci y applique des taux de taxation élevés sur la base du bétail possédé en plus d'une taxe fixe en produits. En plus d'y effectuer de l'agriculture de subsistance, la population rurale revend ses surplus sur les marchés libres des *kolkhozes*, mais régulés par l'État (Hanson, 2014, p. 35-37). Ce dernier en influence les prix en fonction de ceux qu'il fixe pour ses produits équivalents, qu'il maintient très bas. Les lots privés correspondent à 4 % des surfaces arables, mais fournissent 1/4 de l'alimentation du pays (Barkley Rosser et Rosser, 2004, p. 270, 275 ; Hanson, 2014, p. 13, 34). Les paysans préfèrent cultiver leur lopin de terre, du fait que les emplois sur les fermes collectives frôlent l'esclavage. Selon Fedor Abramov, un écrivain soviétique de l'époque: « The collective farm chairman, who had to meet the state's sowing and procurement targets, had typically to coax, threaten and otherwise drag the members of his collective to work on the *kolkhoz* fields. » (cité dans Hanson, 2014, p. 36) Les conditions de vie en campagne restent généralement misérables.

En 1935, malgré les difficultés encore présentes, ou peut-être pour cette raison, le CC considère avoir réuni les fondations de la société socialiste (Singh, 1995). Le 25 novembre 1936, durant un discours à propos de la nouvelle constitution de l'URSS (écrite notamment par Boukharine), Staline déclare l'atteinte officielle du socialisme : « the experiment of forming a multi-national state based on Socialism has been completely successful » (Marie, 2013, p. 116 ; Staline, 1936, p. 805). Par conséquent, il autorise les économistes à codifier et expliciter l'économie politique du socialisme (Chavance, 1980, p.30 ; Miller, 1953, p. 413 ; Sutela, 1991, p.15).

#### 2.4 La Grande Terreur et la demande d'un Manuel d'économie politique

Après la déclaration officielle du passage au socialisme, la fin des années 1930 marque la période la moins démocratique de l'URSS étant donné que Staline organise ce qui est de nos jours identifié comme « la Grande Terreur » (Khlevniuk, 2005, p.119). L'objectif de cet acte oppressif consiste à confirmer la pérennité du système politique et économique dictatorial de Staline, tel que décrit par l'historien Oleg Khlevniuk :

The thesis of the decisive role of the 'Great Terror' in the consolidation of Stalin's personal dictatorship has long been accepted in the historiography and new documents completely confirm it. Relying on the punitive organs, Stalin had several members of the Politburo executed and subordinated his remaining colleagues with threats of violence to them and their families. Younger leaders brought into the Politburo by Stalin were raised in the spirit a different political tradition, the essence of which was personal loyalty to the leader. (Khlevniuk, 2005, p. 110)

Le Parti accuse l'économiste Kondratiev de trahison, l'emprisonne puis l'exécute en 1938, seulement pour ne pas partager la même opinion (Barnett, 2005, p.119). Il élimine l'opposition de gauche et de droite, la « crème-de-la-crème of Russian

economic expertise at the time » de même que les deux économistes majeurs du régime, Preobrajenski et Boukharine (Barnett, 2005, p. 137). Ce dernier subit un jugement lors d'un procès spectaculaire, en 1937, qui se conclut par sa condamnation à mort (Lallement, 2014, note 13). Staline affirme même à son ami que la décision de le fusiller est « nothing against you personally » (cité dans Gregory, 2003, p. 18). La répression au sein des instances du Parti est telle que des 137 membres du CC élus en 1934, 41 survivent aux purges (Graziosi, 2010, p. 132). Selon les archives du MVD (ministère de l'Intérieur), que Khlevniuk reproduit, l'État procède aux arrestations politiques de 936 750 et 638 509 personnes (souvent déjà visés par les autorités), en 1937 et 1938 respectivement (2004, p. 288-291). Près de 700 000 d'entre elles sont condamnées à mort, dont quelques dizaines de milliers provenant de la bureaucratie, et plusieurs sont envoyées dans les goulags (Graziosi, 2010, p. 135; Werth, 2017, p. 64).

Selon Gregory, le système bureaucratique stalinien correspond à l'instauration d'un régime de dictateurs « bottom-down ». Staline impose son respect à ses subordonnés, mais ceux-ci également et ainsi de suite (Gregory, 2003, p. 17). La loyauté devient une priorité. Lazare M. Kaganovitch, un des uniques hauts dirigeants qui survit à la Grande Terreur, répète le plus souvent les phrases suivantes dans ses correspondances avec Staline : « You are absolutely correct » et « I am in perfect agreement with you » (cité dans Gregory, 2003, p.19). Ainsi, au sein des couches bureaucratiques supérieures, Staline devient presque l'unique dirigeant de l'économie et de la politique (Ticktin, 2011, p.513). Il crée ses fonctions centrales de dictateur dans son propre système. Il agit comme parti médiateur dans les conflits interinstitutionnels et oriente les politiques importantes pour la nation (Khlevniuk, 2005, p. 119). Pour maintenir le respect de son « cercle rapproché », qui conserve un pouvoir administratif, il peut s'interposer dans toutes les décisions. Ainsi ses subordonnés

travaillent sous la crainte constante d'une intervention de Staline (*Ibid.*). Dans cette atmosphère d'obéissance, comment les écrits évitent-ils le dogmatisme ?

Bien que le moment semble improbable pour un débat ou une discussion libre, c'est dans ce contexte de terreur que Staline entame un projet ambitieux : le premier Manuel d'économie politique du socialisme. En 1937, le CC en demande deux versions, une adressée aux étudiants débutants et une pour les plus avancés, à Leontiev et Ostrovitianov respectivement (Pollock, 2001, p.14). Comme constaté en 1.3, tous deux ont déjà rédigé quelques ouvrages d'économie politique. Selon Wagener, ces derniers et D. T. Chepilov, un économiste soviétique impliqué dans le projet et membre important du Parti, sont reconnus pour leur point de vue conservateur (2018, p. 9). D'ailleurs en 1928, Ostrovitianov adapte rapidement sa théorie d'économie politique au Parti (2.1). Celui-ci, sous Staline, deviendra le directeur de l'institut économique (1947-1953) et le secrétaire de la division Économie, Philosophie et loi à l'Académie des Sciences (1949-1953). Cette dernière possède une fonction centrale dans le savoir en URSS puisqu'elle se concentre sur la recherche tandis que les universités s'occupent de l'enseignement (Sutela, 1991, p. 22).

La demande d'un Manuel aspire à créer un *Short Course on Political Economy* comme celui concernant l'histoire : *History of the Communist Party of the Soviet Union (Bolsheviks) : Short Course*, publié en 1938 (Pollock, 2001, p.7). Staline l'avait exigé lui-même en 1935. Il y rédige un chapitre sur le matérialisme historique, contribue à l'édition et le CC l'approuve (Pollock, 2006, p. 170). La lecture du livre devient obligatoire pour les étudiants universitaires et ceux qui s'inscrivent à l'école du Parti. Il constitue l'ouvrage le plus répandu sous le régime stalinien. En URSS seulement, lors de la mort de Staline, 42 816 000 copies circulent pour une population d'environ 210 millions en 1959 (Andreev et *al.*, 1992, p. 102). Le *Short Course*

réécrit l'histoire du Parti, à l'avantage de Staline et le place au centre de celle-ci. Il devient le principal défenseur des idées de Lénine et son meilleur camarade (Pollock, 2006, p. 170 ; Sutela, 1991, p. 15). Tous les vieux bolcheviks se transforment en mencheviks qui s'opposent à Lénine. Staline se désigne comme le représentant de Lénine et répand cette propagande à l'extrême.

Malgré la demande d'un Manuel d'économie politique du socialisme, cette science ne progresse pas durant les années 1930. Le travail des économistes se réduit à décrire les accomplissements du Parti en utilisant le vocabulaire et les théories marxistes-léninistes (Kaser, 2008, p.142 ; Pollock, 2006, p.171). Dès 1930, avec l'arrestation des économistes « bourgeois », Nikolaï Kondratiev et Leonid Yurovsky, aucun expert n'ose se positionner contre le Parti (Barnett, 2005, p.119). La Grande Terreur incite les économistes à se réorienter, plusieurs d'entre eux se spécialisent dans la planification. Les principaux sujets traités correspondent à la production industrielle tandis que l'État interdit les études indépendantes sur les salaires, les prix et les échanges entre l'industrie et l'agriculture, autrement dit tout travail sérieux d'économie politique (Kaufman, 1953, p.256).

Comme rapporte Pekka Sutela, un économiste spécialisé dans l'histoire de l'URSS, au début des années 1930, pour la bureaucratie stalinienne, une science de la planification remplace l'économie politique (1991, p. 29). Le Parti éloigne les économistes de tout poste de planification: « The Planning Commission was-like the whole country-led by engineers. » (Barnett, 2005, p. 119; *Ibid.*) En 1938, Molotov « banned any discussion by the economists on prices: that was not their concern » (Sutela, 1991, p. 13). De plus, à la fin des années 1930, la planification se résume à des objectifs de long terme. Ainsi, elle ne suscite aucun travail intellectuel et s'éloigne peu d'une économie de commandes.



Contrairement aux débats des années 1920, l'analyse de la première décennie au pouvoir de Staline démontre l'impossibilité des discussions concernant l'économie politique et la planification. En plus de commencer à utiliser la seconde stratégie de division parmi la bureaucratie, Staline applique l'élimination au sens propre et figuré. Il supprime tous ses opposants politiques et les théories qui ne lui conviennent pas. Par exemple, il définit comme contre-révolutionnaire tout ce qui s'approche d'une discussion qui favorise le respect des forces de marché ou des capacités de production antérieures.

Un changement de direction dans la politique apparaît seulement à partir de 1938. Cela correspond à l'arrivée de Nikolai Alekseevich Voznessenski au Gosplan, le comité d'État pour la planification. Celui-ci accorde plus d'importance à la rationalité dans la planification et y inclut à nouveau les économistes (Kaser, 2008, p. 142). À cela s'ajoute la nomination de Leontiev, Ostrovitianov et Eugène Varga, un économiste expert du capitalisme, à l'Académie des sciences de l'URSS en 1939 (*Ibid.*). Le tournant décisif se produit lors d'une des rencontres entre Staline, des économistes et des planificateurs qui se déroule entre 1940 et 1942. En 1941, Staline affirme avoir été convaincu de l'existence de la valeur dans le socialisme (Kaser, 1953, p.143). Cette fameuse discussion correspondrait à la première des cinq conversations avec les économistes, que nous abordons dans la deuxième partie. Au cours de celle-ci, Staline amène la possibilité d'utiliser les concepts marxistes au-delà du capitalisme (Pollock, 2006, p. 174). Ainsi, réaliser une véritable théorie d'économie politique du socialisme devient envisageable.

## PARTIE II

STALINE ET LE MANUEL D'ÉCONOMIE POLITIQUE (1941-1956)

## CHAPITRE III

### STALINE LANCE LA DISCUSSION (1941-1945)

La première rencontre entre Staline, un groupe d'économistes et des dirigeants du Parti, dans le but de s'entretenir sur le Manuel, a lieu en 1941. La reconstitution des procès-verbaux des cinq conversations, *Conversations with Stalin on Questions of Political Economy*<sup>4</sup>, amène la possibilité de comprendre l'élaboration de l'économie politique stalinienne. Le document découle du travail d'archives de l'historien slave, Ethan Pollock, à Moscou, à la *Russian State Archive for Socio-Political History* et aux *Archives of the Academy of Sciences of the Russian Federation* (2001, p.5). Il contient la compilation des minutes des rencontres qui se produisent dans le bureau de Staline, au Kremlin ; la première en 1941, les trois suivantes en 1950 et la dernière en 1952. Selon Kaser, il circulait des rumeurs d'une sixième discussion, toutefois prévue la journée du décès de Staline, le 5 mars 1953 (2008, p. 151). Le nombre de participants varie d'une conversation à l'autre. Pollock inclut une description détaillée des individus présents autant que les heures précises durant lesquelles surviennent les rencontres. L'accès au contenu de ce document permet de se questionner sur leur

---

<sup>4</sup> Antérieurement à l'ouverture des archives en 1991, les chercheurs extérieurs à l'URSS n'ont accès qu'à quelques essais, discours et mémoires de Staline ou à son sujet. Ainsi, nombre de discussions importantes sur l'économie politique restent secrètes. Comme le mentionne Gregory, les documents de l'URSS, contrairement à celles du régime nazi, où les crimes étaient cachés, contenaient pratiquement tout dans le détail, comme des informations précises concernant les purges, les exécutions et les goulags. À partir de ce moment charnière, les historiens peuvent retracer un portrait fidèle des événements reliés au Parti et à son CC.

déroulement ainsi que le rôle de Staline et du dogmatisme dans la construction du Manuel d'économie politique.

### 3.1 Contre le dogmatisme

Étant donné que depuis les années 1930, les économistes n'analysent qu'une infime partie des sujets d'économie politique, Staline concède davantage de libertés pour qu'une science se développe lors de la première discussion. Leontiev remet deux versions différentes du Manuel avant la rencontre, chacune commentée par Staline. Ce dernier n'était pas satisfait du format question-réponse, d'abord exigé pour la variante destinée aux débutants. Il suggère plutôt d'adopter le style de Bogdanov, qui avait rédigé plusieurs travaux instructifs sur l'économie politique, préalablement à 1917, comme *Concise Course of the Economic Science* (Ananyin et Melnik, 2019, p. 14). Une première rencontre, concernant une troisième version du brouillon, se déroule le 29 janvier 1941, de 13 h 20 à 14 h 50 (Pollock, 2001, p. 14).

Les personnes suivantes y assistent ; après Staline, Leontiev et Ostrovitianov, les membres importants du Parti ; Andreï Aleksandrovitch Jdanov, secrétaire du CC (1935-1948), Molotov, ministre des Affaires étrangères (1939-1949) et responsable du Conseil des ministres (1941-1957), Voznessenski, directeur du Gosplan et Georgii Fedorovich Aleksandrov, le dirigeant de la section sur l'agitation et la propagande du Comité central (agitprop) (Pollock, 2001, p.11 ; 2005, 253-257 ; Kremontsov, 1997, p.303). Ce département s'occupe simultanément de la diffusion du savoir, comme en agriculture, et vérifie que la population comprend et supporte les politiques du Parti, par l'intermédiaire de propagande. Puis s'adjoignent les économistes soviétiques : Boris L'vovich Markus, G.P. Kosiachenko, Iossif Adol'fovich Trakhtenberg, et Anatolii Ignat'evich Pachkov. Au total, la première discussion réunit onze personnes qui commentent et interrogent les sujets apportés par Staline. Toutefois, on ne

distingue pas les intervenants, à l'exception du Secrétaire général et de Molotov. Ce dernier se permet d'effectuer des critiques et des recommandations sur le contenu du Manuel en se référant à des passages précis. Cela s'explique par le fait qu'il constitue, avec Jdanov, les plus anciens camarades de Staline.

Durant la première conversation, Staline se prononce en faveur d'une neutralité du discours dans le Manuel. Il aspire à ce que l'ouvrage partage mondialement la méthode utilisée par l'URSS pour parvenir au socialisme. Il souhaite réaliser un document qui convaincra l'esprit à l'aide d'une argumentation scientifique. Il amène son opinion ainsi :

The language of propaganda leaflets and posters appear out of nowhere into the textbook. This will not do. An economist should study facts, but suddenly we get "Trotsky-Bukharinist traitor..." [...] The propaganda should be tossed out. Political economy is serious work. [...] In science we appeal to the mind. But here the appeal is to the gut or to something else. This ruins the work. (1941–1952/2001, p. 17–18)

De plus, Staline refuse que les raisonnements des auteurs indiquent qu'ils admirent le socialisme et considèrent tout élément du capitalisme nocif (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 27). Celui-ci exige un langage neutre et précis, comparable à un scientifique dont l'éthique professionnelle dicte de rester impartial par rapport à son sujet. Staline paraît pointilleux sur le vocabulaire ; un des participants se remémora qu'il avait blâmé Leontiev de ne pas utiliser le terme exact de Lénine et de Marx, dans son chapitre XXIV du *Capital*, pour décrire la phase d'accumulation primaire du capitalisme (Singh, 1998). Ses exigences reflètent son désir d'un document scientifique, qui bénéficiera ainsi de cette autorité. « In order to win the struggle for the hearts and minds of people around the world, the book had to be objective and scientific » (Pollock, 2005, p. 283).

En général, les participants ne contestent pas les thèses de Staline. Aucun d'entre eux ne se prononce en faveur d'un langage engagé, malgré l'omniprésence de la propagande du Parti à l'époque. Le contexte reste à souligner ; peu d'années se sont écoulées entre la Grande Purge et la première rencontre de 1941, ce qui entrave le développement du Manuel. Pour contrecarrer cette tendance, Staline encourage les auteurs à entreprendre une démarche intellectuelle authentique et à outrepasser la théorie marxiste. Avec l'ouverture du discours officiel, se produira-t-il véritablement des débats ou des discussions libres ?

La première conversation aborde les principaux sujets d'économie politique du socialisme. La majorité des concepts y sont adoptés tacitement, notamment la définition de cette science (3.2), la loi de la valeur (3.3) et la planification (3.4). Ensuite, l'article *Teaching of Economics in the Soviet Union* (3.5) publie officiellement ces théories et favorise l'apparition d'une pluralité.

### 3.2 La définition de l'économie politique du socialisme

Jusqu'à maintenant, le Parti a remplacé l'économie politique par un discours non marxiste, c'est-à-dire une science de la planification effectuée par des ingénieurs (2.4). Toutefois, Staline consacre une partie de sa vie à étudier le marxisme. L'existence de l'économie politique du socialisme lui permet de se prononcer dans le domaine qu'il connaît et de s'inscrire dans le marxisme-léninisme. Dès le début de la conversation, Staline définit cette science ainsi :

political economy is the science of the development of social production, that is of the economic relations of people. It explicates the *laws* which guide production and the distribution of necessary consumer goods, in both the personal and in the productive sense. (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 15, italique ajouté)

L'intégration de la définition de Lénine (1.1) justifie la persistance de l'économie politique dans le socialisme (Singh, 1998). Cette définition marque la tentative d'appliquer les concepts de Marx au-delà du capitalisme. Toutefois, le socialisme, tel que Marx l'a conçu, consiste en la négation du capitalisme, ce qui ne fournit pas d'outils pour son étude. Ici, l'économie politique s'intéresse aux relations économiques entre les personnes. Lors du discours sur la constitution (2.3), Staline affirme la disparition de l'exploitation d'une classe par une autre en URSS (1936, p. 801). Dans ce cas, les classes de travailleurs et leur environnement économique cèdent la place à la population et aux individus.

Avec cette définition, l'économie politique étudie la répartition des moyens de production dans la consommation, la production et entre ces secteurs, ainsi que la distribution des biens. Staline souligne l'importance de la distribution des ressources: « If we take the proposed formulation of the subject, then we must reach the broad conclusion that questions of distribution in all formations need more attention. » (*Ibid.*, p. 16) Doivent-ils considérer l'offre et la demande pour la distribution entre la production et la consommation ? En réalité, l'État envisage les notions de distribution surtout pour l'industrie. Le Gosplan y utilise une répartition en termes de balance-matières pour près de 2000 produits. Par l'entremise d'un système de comptabilité d'entrées-sorties en « unités physiques », les planificateurs procurent les quantités adéquates en fonctions des objectifs, des taux de croissance et des stocks. Voznessenski la rétablit en 1938 (Kaser, 2008, p. 149). Ainsi, la définition apportée s'oppose déjà à la réalité.

En plus d'étudier la répartition, l'énoncé de Staline implique que l'économie politique explique des lois, mais en quoi consistent-elles ? Pour lui, la loi de la valeur constitue l'une d'elles et il la développe comme second thème. Selon lui, elle persiste dans le socialisme, affecte la planification et possède un contenu transformé.

### 3.3 La loi de la valeur

Jusqu'à l'arrêt de la NEP et la déclaration du socialisme, les marchés perturbent la planification. Pour Marx, la loi de la valeur s'applique dans le capitalisme et disparaît dans le socialisme (1.1). Pour Staline, en 1941, les marchés continuent d'exister en URSS, ainsi que la loi de la valeur qui les régle. Le retour de cette dernière implique que l'État doit la respecter, donc qu'il ne peut simplement imposer sa volonté sous la forme d'une économie de commande. Staline affirme que la loi de la valeur reste invaincue, autrement:

It then becomes unclear where the category of the cost of production comes from. Without the cost of production it would be impossible to do calculations, impossible to carry out distribution according to labor, impossible to set prices. (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 17)

Pour Staline, quatre éléments expliquent l'existence de marchés, c'est-à-dire de formation spontanée des prix. D'abord, la loi de la valeur justifie les coûts de production, essentiels pour fixer les prix. Ensuite, elle s'insère dans le calcul des salaires, accordés selon le travail et non en fonction des besoins, tel que Marx le recommandait (*Ibid.*). Troisièmement, l'Union soviétique pourrait planifier et contrôler parfaitement les prix seulement si elle possédait d'énormes réserves de tous les biens. Autrement, l'État ne peut compenser les pénuries constantes, qui poussent les prix à la hausse (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 17). Cette stratégie correspond à la politique de Preobrajenski « d'accumulation socialiste » pour effectuer l'industrialisation, mais élargie à tous les secteurs de l'économie (1.3). Finalement, l'existence des marchés des fermes collectives et d'un marché noir empêche une planification complète (*Ibid.*). Sur ces arguments, Staline adopte une vision pragmatique et se rapproche de la réalité (2.2).



Par la suite, Staline lie ses propos à ceux de Boukharine (1.3) en ajoutant à propos de la loi de la valeur : « We want to use it deliberately. We need to fix prices within the framework of the law. » (*Ibid.*) Ainsi, il attribue une fonction au respect des marchés associé à cette loi, que l'État doit connaître, utiliser et ne pas dépasser. Toutefois, il n'élabore pas davantage les méthodes à employer ou à appliquer dans la planification, à l'exception de son allusion aux coûts de production, que les planificateurs négligent, par ailleurs. À titre d'exemple, il discute d'un usage de mécanismes de marchés par le Parti, en Estonie et en Lettonie, lorsqu'ils ont augmenté l'offre de pain pour en diminuer le prix en réponse à une récolte insuffisante (*Ibid.*). Les propos de Staline se situent entre la gauche et la droite des pensées associées à l'époque de la NEP (1.3), puisqu'il prône la récupération des surplus par l'État, tout en soulignant l'importance des marchés.

Plus tard dans la conversation, un des participants questionne Staline sur la loi de la valeur: « Up until now the law of value was described as a law of the spontaneous market, determining also the spontaneous distribution of the labor force. » (*Ibid.*, p. 22) Celle-ci est associée au marché privé et devait disparaître avec l'atteinte du socialisme. Staline répond à son interlocuteur qu'il limite incorrectement la question. Il développe son point de vue, à l'aide d'une méthode d'argumentation qu'il utilise fréquemment, une comparaison avec le capitalisme :

For us the character of the laws of value changes, takes on new content, and new form. We determine prices consciously, not spontaneously [...] For them the law of value acts spontaneously and brings great destruction. But we should run things in such a way that there are fewer victims. The results of the effects of the law of value need to be used consciously by us. (Staline, 1941–1952/2001, p. 21)

Cela amène postérieurement la notion d'une loi transformée. Staline justifie souvent la persistance d'éléments associés au capitalisme avec le concept d'un contenu

différent dans le socialisme. Il applique ce principe pour la monnaie, dont le caractère se modifie au lieu de servir d'outils d'exploitation (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p.22). Il attribue les crises du capitalisme à la loi de la valeur tandis que dans le socialisme, l'État se charge de celle-ci et en diminue les effets négatifs. Par conséquent, Staline réintroduit un rôle à la loi de la valeur, que les planificateurs emploient à présent consciemment. Il établit ainsi des limites au pouvoir de l'État et entame sa déresponsabilisation. Toutefois, comment distinguer un État capitaliste interventionniste, de celui qui utilise la loi de la valeur pour diminuer la « destruction » ? De plus, en admettant son existence en économie politique du socialisme, comment effectuer la planification avec cette loi ?

### 3.4 La planification

Staline aborde comme troisième thème la planification : ses justifications, ses objectifs et les méthodes pour remplir les plans. Même si celle-ci s'effectue depuis le premier plan quinquennal, il survole le sujet théoriquement seulement. Pour lui, le socialisme en URSS réunit les conditions nécessaires qui obligent l'État à coordonner la production de tout ce qui lui appartient. Comme Boukharine et Preobrajenski avant lui, il affirme que cela devient inévitable lorsque le gouvernement possède tous les moyens de production, ce qui, concrètement, exclut toujours les kolkhozes. Ce dernier planifie également l'économie puisque le passage au socialisme entraîne la disparition de la concurrence, qui régulait l'offre et la demande dans le capitalisme. Staline contraste la situation ainsi: « Say simply—they have a disconnected economy, property is disconnected, but here socialist property is unified. » (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 19) Par contre, selon l'économiste et historien Bernard Chavance, on parle de propriété sociale si, et seulement si, le gouvernement représente la société (1980). Nous pouvons supposer qu'un État démocratique exprime les volontés de la

majorité. L'URSS n'a jamais été un régime démocratique : les journaux « bourgeois » ont été interdits dès novembre 1917, les partis autres que bolchevik à partir du printemps 1918 et même la formation de groupes divergents au sein du Parti à partir de 1921 (Werth, 2017, p. 29). Ainsi, le gouvernement représente la classe au pouvoir plutôt que la société, composée d'une majorité de paysans. Cela explique-t-il les difficultés à implanter le socialisme définitivement ?

Staline aborde ensuite ce qu'il considère comme les trois objectifs principaux de la planification en ordre d'importance (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 19-20) :

1. L'ambition première des plans quinquennaux consiste à rendre l'économie de l'URSS indépendante du reste du monde et surtout du capitalisme.
2. Comme second but, l'État renforce le système socialiste afin de prévenir le retour du capitalisme. Pour cela, grâce à la planification, il redirige les profits et les investit dans l'industrie lourde, même si les rendements paraissent faibles ou nuls au début.
3. Finalement, les planificateurs « évitent les disproportions ». Concrètement, ceux-ci respectent cette exigence avant tout pour l'industrie.

Staline n'énonce pas la croissance de l'économie comme objectif. Toutefois, les deux premiers reflètent la prédominance non écrite ; l'État privilégie les biens de production et le transport de marchandises aux produits agricoles et à la consommation (Zaleski, 1984, p.637). Comme le démontre le tableau 3.1 à la page suivante (Chavance, 1983, p.90), la croissance du secteur A, représentée par les biens de production, surpasse toujours le secteur B, celle des biens de consommation. C'est ainsi pour l'ensemble des plans de la période stalinienne, même lorsqu'officiellement la consommation devrait croître davantage. Avec l'autarcie, cela garantit l'atteinte du but ultime : maintenir le socialisme dans un seul pays. Ainsi, le gouvernement oblige

la population à sacrifier sa consommation d'aujourd'hui, pour investir massivement dans l'industrie et favoriser une croissance biaisée vers celle-ci. De ce fait, lors des recommandations concrètes de politiques économiques, la loi de la valeur devient d'intérêt secondaire.

CROISSANCE DES SECTEURS A ET B		
Rapport entre les taux de croissance du secteur A et du secteur B. Un chiffre supérieur à 1 indique une croissance plus rapide de A, inférieur à 1 plus rapide de B.		
PLANS QUINQUENNAUX	PLANIFIE	REEL
1928-32	1,63	2,42
1933-37	0,79	1,29
1937-40 (a)	1,37	1,52
1950-55	1,18	1,16
1956-60	1,13	1,32
1961-65	1,27 (b)	1,50
1966-70	1,11	1,01
1971-75	0,96	1,21
1976-80	1,17	1,24
1981-85	0,96	

(a) Plan interrompu par la guerre  
(b) Plan 1959-65

Sources : A. Smolar, « La planification comme processus d'apprentissage. Le cas soviétique »; pour les deux derniers plans : données soviétiques officielles.

Tableau 3.1 : Extrait de *Le système économique soviétique*

Ensuite, les participants soulèvent quelques remarques et questionnements sur la planification, notamment s'ils conservent les termes de profits et de « produit excédentaire ». Ils les remettent en cause à plusieurs reprises, en particulier parce que Marx ne les utilise pas. À ce moment de la discussion, Staline incite les auteurs à dépasser la théorie de Marx. Molotov ajoute que les travailleurs doivent comprendre qu'ils œuvrent pour l'ensemble de la société. Staline explique que les « produits excédentaires » financent les programmes d'aide et la défense. Cela l'amène à aborder les incitatifs que l'État applique afin de remplir les plans. « Here, workers

fulfill and overfulfill the plan because we have piecework for the workers, the bonus system for the leadership staff, and awards for peasants who work better » (Pollock, 1941–1952/2001, p. 23). Concrètement, cette affirmation se distancie de la réalité soviétique et se rapproche de la propagande, puisque l'État peine à remplir les objectifs de production, sinon au moyen de la terreur. Ainsi, un retour on ne peut plus vague de l'utilisation de la loi de la valeur dévie l'attention des économistes des politiques industrialistes de Staline. D'ailleurs, il adopte une position dogmatique en incluant ces dernières dans les objectifs de la planification.

Par conséquent, Staline exige aux économistes responsables du Manuel de s'appuyer sur l'expérience socialiste en URSS, d'outrepasser Marx et d'effectuer un véritable effort intellectuel. Pollock précise qu'ils étaient: « caught in a bind: they had to adhere to the classics of Marxism-Leninism, yet Stalin insisted that they produce innovative work » (2005, p. 283). Staline s'inspire des théories développées dans les années 1920 pour les bases de l'économie politique du socialisme. Celle-ci devient l'application et la continuation de la théorie de Marx, afin d'encadrer la politique économique dans le système de planification socialiste. L'ancienne opposition entre les politiques industrialistes, à présent adoptées par Staline, et une théorie économique qui respecte les forces de marché ressort. La tâche s'annonce ardue et la situation plutôt contradictoire entre la théorie réclamée, la propagande du Parti et la réalité sous-jacente.

Grâce à un article publié en 1943, le sujet du chapitre suivant, davantage d'économistes se pencheront sur ces questions, puisqu'il rendra public une partie du contenu de la première conversation. À son tour, il définit l'économie politique, discute des lois économiques, de la loi de la valeur et de la planification.

### 3.5 *Teaching of Economics in the Soviet Union*

La revue *Pod Znamenem Marxizma* (Sous la bannière du marxisme), organe théorique du Parti, publie en 1943 l'article *Niektoriié voprosy priepodavaniia politicheskoi ekonomii* (Quelques questions sur l'enseignement de l'économie politique). L'auteur ne s'identifie pas, ce qui signifie dans la hiérarchie soviétique, qu'il provient de l'autorité ultime (Ananyin et Melnik, 2019, p. 16). Comme l'article de 1943 possède de nombreuses similitudes avec la première discussion, l'auteur est nécessairement un des participants ou détient un accès au « cercle rapproché » de Staline. Ce dernier soutient probablement la publication, puisqu'il en obtient plusieurs avantages. D'abord, cela lui permet de diriger l'orientation de la recherche en économie politique et de rejoindre davantage d'économistes. De plus, l'article expose un État bienveillant qui, grâce à l'utilisation scientifique des lois économiques *naturelles* du socialisme, améliore les conditions de vie et l'éducation de sa population.

Selon Brus, un économiste polonais contemporain de Staline, « les discussions avec les économistes ne furent jamais publiées, mais l'article de 1943, non signé, fut “distribué par la suite aux établissements universitaires à titre de document d'orientation” » (cité dans Lallement, 2014, notes 18). Comme le cours d'économie politique s'offre à nouveau la même année, l'article possède un rôle central dans l'enseignement (Miller, 1953, p. 416).

La version anglaise, *Teaching of Economics in the Soviet Union*, paraît en 1944 dans *The American Economic Review*. Le *New York Times* et *Science and Society* publient également leurs variantes écourtées (Anonyme, 1943/1944, p. 501). Comme Leontiev participe à l'édition de la revue, aurait-il pu rédiger le texte, conjointement avec Ostrovitianov, tous deux présents à la première rencontre? Brus et Chavance

invoquent la possibilité que Leontiev, Ostrovitianov et Voznessenski soient les responsables de l'article, puisqu'après sa publication, ils obtiennent tous une nomination à un poste important (cité dans Lallement, 2014, notes 18 ; 1993, p. 240). Cela démontre leurs autorités et leurs positions politiques favorables. Selon Kaser, ils constituent également les principaux économistes lors des rencontres (2008, p. 145).

Même si Staline refuse la présence de polémique propagandiste dans le Manuel, lors de la conversation de 1941 (3.1), l'article en montre des éléments autorisés par le Parti. En voici un exemple :

It is known that the different shades of enemies of socialism-bourgeois-economist wreckers, restorationists of capitalism from the camp of Trotskyist-Bukharinist agents of fascism-tried to extend the laws of capitalist economy to socialist economy. (Anonyme, 1943/1944, p. 512)

Dans les débats sur la planification des années 1920, Trotski s'opposait à Boukharine (1.2), jusqu'à ce que Staline les associe au même « camp d'ennemis du socialisme » dans les années 1930 (2.2).

La définition de l'économie politique présentée publiquement reformule simplement celle auparavant proposée par Staline (3.2) :

Political economy is the science of the development of men's social-productive, i.e. economic relations. It explains the laws which govern the production and distribution of the essential objects of consumption-personal or productive-in human society in the various stages of its development. (Anonyme, 1943/1944, p. 504)

L'article illustre une opinion similaire pour justifier la planification et le rôle de la monnaie. En ce qui concerne la loi de la valeur, il adopte la position de Batayev (1.3). En tant que dénominateur commun dans la comptabilité des entreprises, elle permet de comparer et de réduire les coûts (Anonyme, 1943/1944, p. 524).

Pour la première fois depuis plusieurs années, l'article admet l'existence de la loi de la valeur dans le socialisme, ce qui met un terme à sa prohibition. Staline autorise ainsi les économistes à réintégrer la planification. À l'époque, Brus exprime la surprise ; la présence et la promotion de la loi de la valeur constituent « un revirement inattendu, semblable à un coup de tonnerre dans un ciel serein » (cité dans Lallement, 2014, paragr. 17). Même si Marx soutenait la disparition de l'économie politique, les auteurs considèrent comme illogique et anti-marxiste l'absence de lois économiques dans le socialisme. Leur position par rapport aux lois se présente comme contradictoire. Tantôt, leur effacement entraîne celle de la connaissance scientifique et amène au volontarisme. Mais le capitalisme seulement possède des lois économiques naturelles, puisque, dans une économie socialiste, les fondateurs de la société les *créent* (Anonyme, 1943/1944, p. 514). Les auteurs tombent eux-mêmes dans le volontarisme. Juxtaposer le lexique capitaliste au socialisme semble davantage l'objectif poursuivi qu'amener l'existence de lois économiques, nullement décrites (Miller, 1953, p. 419). De ce fait, ils légitiment la présence des banques, des intérêts, des assurances, du crédit, etc. (Dunayevskaya, 1944, p. 531).

L'article ajoute un but à la planification, en plus de ceux déjà définis par Staline :

Utilizing the law of value, the Soviet state sets as its goal the establishment of commodity prices based on the socially-necessary costs of their production. The setting of prices takes into account the tasks of socialist accumulation as well as the tasks of raising the standard of living and the cultural level of the toiling masses. (1943/1944, p. 523)

Les deux tâches de l'État correspondent à l'accumulation primaire et améliorer la qualité de vie de la population en utilisant la « nouvelle » loi de la valeur. Les auteurs parviennent à établir un « produit excédentaire », déjà discuté en 1941 (3.4). Celui-ci équivaut à la différence entre la valeur d'usage pour l'individu et la valeur sociale, définie par le temps nécessaire à l'ensemble du processus de production (*Ibid.*,



p. 524). Le lecteur déduit qu'une partie du fruit de son travail lui sera retourné puisque l'État œuvre pour son bien-être. L'article démontre que ce dernier fixe les prix de manière non déterministe en utilisant la loi de la valeur. De ce fait, comme Lallement le souligne, celui-ci possède assurément des éléments qui relèvent du programme politique (2014, paragr. 16). De plus, il apporte une touche d'évolutionnisme à l'économie politique avec les lois du développement de la société socialiste, comme « the industrialisation of the country and the collectivization of the agriculture », qui correspondent aux étapes suivies par Staline (Anonyme, 1943/1944, p. 517).

Pour le moment, les lois économiques et le retour de la loi de la valeur justifient la persistance des éléments associés au capitalisme et l'absence d'un socialisme complet. Toutefois, en opposition à l'idéologie capitaliste, selon laquelle les marchés constituent le moyen le plus efficace d'allouer les ressources, le socialisme se différencie par l'utilisation scientifique des lois économiques transformées. Néanmoins, le contenu de ces lois reste flou. Le caractère vague du discours d'économie politique, instauré avec l'article de 1943, permet de constater que Staline utilise amplement la première stratégie, celle de l'abstraction. L'article n'énonce aucune définition satisfaisante et les méthodes de planification demeurent abstraites. La théorie exposée par le Parti s'éloigne déjà des politiques économiques réelles. La tâche des économistes consiste à relier les concepts aux objectifs de l'État et à déterminer comment celui-ci peut exploiter ces lois dans sa planification. La situation évoluera après la Grande Guerre patriotique et quelques notions plus concrètes seront développées, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

## CHAPITRE IV

### LES MANŒUVRES D'APRÈS-GUERRE (1945-1951)

#### 4.1 Staline reprend le pouvoir

Le contexte de la période suivant la Grande Guerre patriotique se caractérise par une présence pareillement autoritaire de Staline, de la poursuite de ses politiques industrialistes et de la montée des tensions de la guerre froide. Cette dernière entraîne l'implication de Staline dans les sciences, qui en deviennent un enjeu. Ainsi, Staline détourne son attention de la politique intérieure : il organise peu de réunions du Comité central et un seul Congrès du Parti durant cette période (Hanson, 2014, p.24). De plus, l'investissement dans la défense contribue à augmenter le fardeau des paysans, qui vivent déjà pauvrement.

Selon le politologue Yoram Gorlizki et l'historien Khlevniuk, à partir d'octobre 1945, l'état de santé de Staline décline et il revoit ses méthodes pour récolter l'information :

Stalin was most at home scrutinizing files, intriguing on committees, and pulling the levers of the vast bureaucratic empire he had helped create [...] When, as happened after the war, his capacity to process data declined, he sought other, more economic, ways of obtaining information. One such method was the stimulation of conflicts and disagreements. (2004, p. 168)

Ainsi, à partir de cette période, Staline utilise la seconde stratégie pour récupérer de l'information auprès des économistes et de son entourage politique. Afin de reprendre le pouvoir sur ce dernier, il commence par rabrouer ses possibles remplaçants, puis ajoute des membres dans son « cercle dirigeant » pour augmenter les conflits.

En octobre 1945, le Politburo accorde un congé de six semaines à Staline. Durant celui-ci, la presse de l'Ouest présente Molotov et Gueorgui Joukov comme ses possibles remplaçants. Ce dernier participe à la Grande Guerre patriotique comme officier et en revient considéré comme un héros, menaçant de ternir l'image de Staline. Pour sécuriser son pouvoir, Staline s'attaque à ceux-ci. Dès décembre 1945, il envoie un télégramme à ses proches collaborateurs et y signale qu'il n'appuie plus le travail de Molotov : « so long as he gains popularity within certain foreign circles. I can no longer consider such a comrade to be my first deputy » (cité dans Khlevniuk, 2015, p. 163–164). Comme la Grande Guerre patriotique pousse l'URSS au rang de superpuissance avec son rôle déterminant sur le front de l'Est dans le triomphe des Alliés, Staline aspire à s'octroyer le succès de la victoire. Cela constitue un bénéfice supplémentaire à diminuer la crédibilité de Joukov (Khlevniuk, 2015, p. 165). Pour y parvenir, il affirme publiquement qu'il s'attribuait à tort toutes les opérations de la Grande Guerre patriotique et le relègue à un poste secondaire. Staline s'élève à de nouvelles hauteurs (Khlevniuk, 2015, p.158).

Durant la guerre, Staline tolère une stabilité dans son « cercle dirigeant ». Celui-ci se constitue d'abord de Molotov et Lavrenti Pavlovich Beria, adjoint puis responsable (1938-1945) de la police secrète (NKVD). S'ajoute Anastase I. Mikoyan un diplomate important et Gueorgui Malenkov, secrétaire du CC (1939-1946 et 1948-1953), le bras droit de Staline puis son successeur à sa mort (1955-1957) (Pollock, 2005, p. 284). Toutefois, à l'exception de purges moins fréquentes, ses relations avec son cercle rapproché se modifient peu par rapport à la situation des années 1930

(Khlevniuk, 2005, p. 111). Pavel Sudoplatov, un haut placé du MGB, le ministère de la Sécurité gouvernementale, a confirmé qu'il faisait surveiller les conversations téléphoniques de Molotov, Mikoyan et Kliment Voroshilov, un membre important du Parti et haut responsable militaire (Khlevniuk, 2005, p.112). Comme Staline contrôle parfaitement la police secrète, il peut arrêter et construire des preuves contre qui que ce soit. Pour stimuler la compétition, il ajoute de nouveaux membres influents dans le « cercle dirigeant » : Jdanov, en décembre 1945, puis Voznessenski, en octobre 1946. Tous deux proviennent de Leningrad, il divise ainsi les responsabilités au détriment de Malenkov et Beria, qui s'étaient débarrassés des « Leningraders » durant la guerre (*Ibid.*). De plus, l'opinion politique de ces derniers diffère puisqu'ils supportent encore une poursuite intensive de l'industrialisation, tandis que Jdanov et Voznessenski soutiennent un développement plus équilibré (Werth, 2017, p. 116). Dès la fin de 1946, Staline est satisfait des nouvelles balances de pouvoir et retrouve ses fonctions comme principal dirigeant politique.

Comme Staline parvient à conforter sa puissance, il conserve ses priorités d'avant-guerre, dans l'ordre : la guerre, le développement de l'industrialisation, la distribution des biens en villes et finalement en campagne. Cela entraîne l'augmentation de la misère en campagne pour plusieurs raisons. D'abord, l'État maintient bas les prix d'achat des produits agricoles. Ensuite, la Grande Guerre patriotique laisse le pays dans la désolation. Peu de temps après celle-ci, les démographes comptabilisent près de 27 millions de morts et 25 millions de personnes sans toit (Hanson, 2014, p.35-37). Les régions sont particulièrement affectées, en 1946, près du 2/3 des kolkhoziens sont des femmes (Graziosi, 2010, p. 189). En plus des millions de morts, l'État envoie dans les Goulags une partie des soldats capturés par les Allemands durant la guerre. Ces derniers pourraient contaminer le peuple en faisant miroiter la réalité extérieure, qui s'oppose à l'image imposée par la propagande, puisque leurs

conditions de vies sont inférieures à celles des nations capitalistes (Hanson, 2014, p.35 ; Khlevniuk, 2015, p. 158). De cette façon, les Soviétiques préservent l'ignorance.

Malgré les difficultés en campagne, Staline déroge rarement de ses politiques et inspire toujours la crainte auprès de ses collaborateurs. Nikita Khrouchtchev, le chef du Parti en Ukraine, en fournit un exemple concret. À l'été 1946, il constate une problématique de famine dans sa république : « Soon I was receiving letters and official reports about deaths from starvation. Then cannibalism started. I received a report that a human head and the soles of feet had been found under a little bridge near Vasilkovo. » (cité dans Hanson, 2014, p. 37) Malgré la gravité de la situation, la crainte de Staline le rend réticent à demander l'aide de Moscou pour instaurer un système de rationnement. Il tente même, infructueusement, de l'établir sans son autorisation. La famine entraîne 1,5 million de morts entre 1946 et 1947 (Khlevniuk, 2015, p. 158).

Les inégalités se creusent davantage avec la montée des tensions de la guerre froide et la course à l'armement qui en découle. La défense devient la priorité non écrite des plans et son budget augmente promptement (Hanson, 2014, p. 31). Quelques chiffres suffisent pour s'en convaincre. D'abord, pour la rapidité d'élaboration de la bombe atomique et celle à hydrogène, l'URSS talonne les États-Unis en 1949 et 1953. De plus, pour l'année 1952, la CIA estime le budget de la défense de l'URSS à 20 % de son revenu national brut (*Ibid.*, p. 32-34).

Une des seules modifications politiques durant la période d'après-guerre correspond à une réforme monétaire prévue à la fin de 1947. Elle prétend diminuer l'inflation en réduisant la circulation de monnaie, cependant, elle contribue également à amplifier les inégalités (Khlevniuk, 2015, p. 166). Les vieux roubles deviennent convertibles en nouveau dans un ratio de 10 pour 1 (Hanson, 2014, p. 40 ; *Ibid.*, p. 167). Les nantis et

les officiels corrompus ont pu acheter des produits et les revendre à profit par la suite, tandis que le prix d'un item essentiel comme le pain diminue de 20 % seulement. De plus, la baisse de prix pour les biens de l'État entraîne celle des surplus agricoles, ce qui réduit les revenus possibles des paysans. La réforme accomplit son objectif puisqu'elle permet une croissance et le dépassement du plan de 1948 pour l'industrie. Pour leur part, la production de biens de consommation et l'agriculture se retrouvent sous les niveaux souhaités.

#### 4.2 Nouveau pluralisme en économie politique

La Grande Guerre patriotique retarde la publication des deux Manuels, celui pour les débutants de Leontiev et celui pour les étudiants avancés d'Ostrovitianov. Après la guerre, même si Staline n'autorise aucun haut placé à discuter l'orientation de ses politiques, les chercheurs des sciences sociales obtiennent la permission d'élargir leur champ d'études (Barnett, 2005, p. 118-33). Au début de 1946, l'Académie des sciences exige une augmentation des études théoriques d'économie politique. Elle critique les résultats des études obtenus depuis 1929, puisqu'elles s'attardaient aux quantités à planifier dans les domaines permis par l'État (Kaser, 2008, p. 146).

Avec l'orientation des politiques de Staline et la déclaration officielle du passage au socialisme, la planification étatique semble décisive dans l'économie. L'article de 1943 apporte la croyance majoritaire que le gouvernement « transforme » et « utilise » la loi de la valeur (Chavance, 1980, p. 525-526). Les éléments suivants, qu'il mentionne de la constitution, renforcent cette impression : l'État gère la base économique de l'URSS constituée de la propriété sociale et de l'économie socialiste (p. 512). De plus, avec l'effet de la victoire de la Grande Guerre patriotique, la confiance aux capacités du gouvernement atteint un paroxysme. Les économistes explorent maintenant les moyens de lier les lois économiques à la planification réelle.

Les deux économistes responsables du Manuel accordent un pouvoir à la loi de la valeur dans la planification. Cela respecte l'orientation du discours donnée par Staline en 1941. Dès 1944, Ostrovitianov affirme dans un article que la distribution des biens se base sur la loi de la valeur (Singh, 1995). Il atteste également d'un évolutionnisme important lorsqu'il prétend que l'existence de lois objectives définit le socialisme et que le rôle des économistes consiste à démontrer comment l'État a respecté ces lois (Sutela, 1991, p. 16). En 1948, Ostrovitianov « affirma que l'économie soviétique avait trois caractéristiques fondamentales : l'autonomie économique et l'indépendance à l'égard du capitalisme (c'est-à-dire l'autarcie) ; le développement vers le communisme, défini comme une étatisation croissante ; et enfin l'amélioration continue du niveau de vie de la population. » (cité dans Graziosi, 2010, p.444). Il s'éloigne peu des lignes du Parti, affirmées par Staline en 1941 et par l'article de 1943.

Pour sa part, Leontiev, dans un article de 1947, déclare qu'avec la planification, la loi de la valeur fonctionne de manière transformée (Miller, 1953, p. 423). Sa conclusion provient de sa tentative d'approcher la réalité soviétique aux lois économiques à l'aide d'une méthode inductive, donc ancrée sur l'expérience et l'observation. A.I. Notkine représente un différent exemple d'apport spécialisé à l'économie politique. Considéré comme un économiste prometteur avant la guerre, il entreprend lui aussi de relier la réalité à la théorie dans son ouvrage, *Essays in The Theory of Socialist Reproduction*, en utilisant les données disponibles en 1948. Cependant, sa tentative échoue, signe de la difficulté de la tâche selon Miller (1953, p. 423-424).

Voznessenski s'implique également dans l'économie politique. Comme Leontiev, il pense que la planification étatique devrait utiliser la loi de la valeur transformée, dès lors, elle devient un sujet d'étude (*Ibid.*, p. 177 ; Meek, 1953, p. 233). Il lui accorde plus d'importance ainsi qu'aux coûts de production (Chavance, 1980, p. 172 ; Sutela,

1991, p. 16). Comme dirigeant du Gosplan, il possède une expérience pratique, économique et militaire, lorsqu'il rédige *War Economy of the USSR in the Period of the Patriotic War*, en 1948, approuvé par Staline et la presse (Chavance, 1980, p. 172). Il y affirme que nécessairement, la loi de la valeur influence le respect des proportions ainsi que la distribution du travail (Lallement, 2014, paragr. 15 ; Singh, 1995). Cela correspond à concéder plus d'importance aux coûts de production et dans une moindre mesure aux profits, comme dans le capitalisme.

En général, les travaux de Voznessenski, Leontiev et Ostrovitianov reflètent les nouvelles exigences du Parti et suscitent peu de réactions dans la presse, contrairement à ceux d'Eugène Varga, l'économiste expert du capitalisme. Celui-ci écrit un livre en 1945-46, publié en septembre 1946. Il prévoit que la reconstruction des États capitalistes dure dix ans. Par la suite, les gouvernements conserveront leur pouvoir économique et continueront à intervenir dans le cas de crises majeures (Howard et King, 1988, p. 77). De ce fait, la nature du capitalisme évolue et devient moins imprévue si les États s'interposent dans les marchés (*Ibid.*). « But Varga was denounced as a heretic for suggesting that the bourgeois state could overcome the inherent laws of commodity-production, and for elevating state capitalist tendencies into a new, crisis-free stage of capitalist development » (*Ibid.*). Pour Staline et le Parti, la stabilisation du capitalisme apparaît impossible. Il se dirige vers une crise mondiale, une guerre inévitable entre les pays les amènerait au socialisme, comme l'affirmait déjà Lénine (Staline, 1952/1972, 9).

Lors d'une conférence en mai 1947, Varga soutient également qu'une planification étatique capitaliste s'est développée en temps de paix, comme pour le cas du charbon et de l'acier en Angleterre (cité dans Kaser, 2008, p. 148). De plus, pour lui, les démocraties d'Europe de l'Est équivalent à du capitalisme d'État, donc les moyens de production demeurent privés ou détenus par une minorité de personnes. Ce sujet



semble interdit par le Parti qui l'avait même supprimé des débats de l'histoire officielle soviétique (Chavance, 1980, p. 85-86). Ainsi, ses déclarations révisionnistes, anti-léninistes et cosmopolites attirent les foudres de la presse, qui dénoncent ardemment ses positions de 1947 à 1949 (Pollock, 2006, p. 176-177).

A member of the Institute of World Economy and International Relations [...] proposed that Stalin encouraged Varga as well as his opponents. This could explain Varga's resistance under a constant barrage of attacks and without declared support from any highly placed personality (cité dans Kaser, 2008, p. 148-149).

Selon Kaser, Staline lui-même encourageait Varga puisque ses théories s'opposent à celles de Voznessenski, en soulignant que les méthodes de planification qu'il favorisait se rapprochent dangereusement du capitalisme d'État des pays bourgeois. De l'autre côté, Roh stipule que A. Jdanov entretenait la compétition entre Voznessenski et Varga, afin d'éliminer ce dernier du paysage politique et académique dû à ses origines (2011, p. 842). Jdanov et ses « Jdanovites », qui prendront la relève après son décès, ne pouvaient avoir confiance en des étrangers.

Malgré tout, Varga se retire durant les discussions polémiques et ne peut travailler avec Leontiev sur la partie du capitalisme moderne du Manuel (Pollock, 2006, p. 177). Déjà, les provocations de Staline compromettent la progression du Manuel. De plus, les débats dans la presse détournent l'attention de l'économie politique du socialisme (Pollock, 1941-1952/2001, p. 28). Deux éléments supplémentaires nuisent au Manuel. D'abord, la science économique subit les conséquences de la guerre froide, puisque ses tensions contribuent à un antisémitisme qui se répand dans son domaine. Ensuite, la compétition parmi les hauts placés du Politburo entraîne l'arrestation et la condamnation à mort de Voznessenski lors de la soi-disant « affaire de Leningrad ».

### 4.3 Antisémitisme et la chute de Voznessenski

Avec la guerre froide, l'URSS referme ses frontières au partage scientifique et développe un nationalisme plus prononcé. De 1948 à 1950, les tensions internationales contribuent au développement d'une vague d'antisémitisme au sein du Parti, qui se propage à la population (Khlevniuk, 2015, p. 170). L'État se méfie des espions et de tout groupe favorable à l'Ouest (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 65). Une purge anti-cosmopolite, soutenue par Staline, procède à l'arrestation de plusieurs Juifs influents. Le Parti soupçonne tout Juif nationaliste de surveillance pour les Américains ou de sympathie envers les juifs d'autre pays (Khlevniuk, 2015, p. 170-172). En plus de représenter une cible facile à l'intérieur du pays, cette lutte permet de dévier l'attention des autres problématiques et mobilise la population contre un ennemi commun.

Toutefois, de nombreux économistes sont d'origine juive et avec la commission sur l'enseignement et la recherche, plusieurs d'entre eux perdent leurs emplois. La purge anti-cosmopolite est plutôt antisémite. Le Parti remet majoritairement les Juifs en question, Leontiev et Varga, pour leur part, évitent le pire (*Ibid.* ; Pollock, 2001, p. 177-178). À l'époque, plusieurs soupçonnent même Leontiev de soutenir Varga, comme il ne s'oppose pas à ses positions, mais le Manuel accapare simplement tout son temps (Pollock, 2001, p. 177-178). Puisque leur origine rend leur emploi incertain, les économistes juifs redoutent probablement davantage Staline et les hauts placés du Parti.

Après la grande purge, Voznessenski devient le seul membre du « cercle dirigeant » que Staline condamne à mort (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 79-80). À partir de 1947, celui-ci participait, avec Leontiev et A.A. Jdanov, qui agit comme directeur, à la commission du Comité central responsable de surveiller l'élaboration des deux

brouillons du Manuel (Pollock, 2006, p. 175). En avril 1948, celle-ci recommande de les combiner, car ils étudient identiquement le socialisme. Staline adoptera cette proposition en 1950. Toutefois, le comité éprouve rapidement des difficultés, puisqu'en août 1948, A.A. Jdanov meurt, et laisse le Manuel moins supervisé. Comme vu en 4.1, Malenkov et Beria s'opposaient à Voznessenski et Jdanov. Après le décès de ce dernier, ils tentent de se débarrasser de Voznessenski, son protégé. Ils y parviennent avec l'affaire de Leningrad, qui entraîne son arrestation en octobre 1949 (Pollock, 2000, p. 408). Ainsi, il ne reste que Leontiev pour surveiller le travail sur le Manuel.

L'affaire de Leningrad constitue un exemple concret des compétitions encouragées par Staline. Le début de l'affaire correspond à la tenue d'une foire (wholesale fair) en janvier 1949, organisée par les dirigeants de Leningrad et Alexeï Kouznetsov, le secrétaire du CC (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 80). Moscou n'est pas averti et le bris de la chaîne décisionnelle déclenche le mécontentement de Staline (*Ibid.*). Voznessenski se voit immédiatement associé au groupe lorsqu'il avoue avoir été approché pour devenir « patron » de Leningrad (*Ibid.*, p. 81-82). C'est Malenkov qui transmet l'information sur la foire à ses collègues : Voznessenski, Mikoyan, Beria et Krutikov, mais celui qui l'achemine à Staline demeure inconnu. Pour ce dernier, la valeur du dirigeant du Gosplan réside dans ses qualités de bureaucrate, comme les semblables de sa génération, qui n'ont pas participé à la révolution. Au départ, Staline lui-même adoucit les accusations. Cependant, les membres du Politburo connaissent l'instabilité de sa position (*Ibid.*).

Le plan de 1949 prévoit davantage de croissance comme l'économie retrouve ses niveaux de production d'avant-guerre (4.1) (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 69). Toutefois, Voznessenski aurait décidé de ne pas augmenter les objectifs au début de 1949. L'information se rend à Staline, puisqu'en février, M.T. Pozmanev, le député

responsable de l'agence d'approvisionnement de l'État, se plaint d'un objectif trimestriel non rempli. «[...] Voznessenskii's work was being scrutinized with Stalin's approval was a clear signal that it was now open season on Voznessenskii.» (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 84). Beria saisit l'occasion lorsqu'il tombe sur un document prouvant que le Gosplan n'avait pas augmenté de 5 % les objectifs du premier trimestre, tel qu'exigé. À partir du 5 mars, le Politburo accuse Voznessenski et le Gosplan de falsifier les informations économiques et de sous-remplir les plans (*Ibid.* ; Singh, 1995). L'État exige une enquête, remplace le directeur et le 7 mars, le retire du conseil des ministres et du Politburo. À ce moment, le Gosplan, au lieu de considérer les coûts et les bénéfices associés, revient à une distribution « balance-matières » (Kaser, 2008, p. 149 ; Singh, 1995). Finalement, Staline préfère la planification sous forme d'importants objectifs de production, annulant le peu de changements économiques effectués par Voznessenski.

Pendant que Staline hésite sur le futur de Voznessenski, le 22 août 1949, Malenkov lui achemine l'enquête sur le Gosplan, qui révèle la disparition de 236 documents confidentiels entre 1944 et 1948. Le 1er septembre, Voznessenski est accusé pour la documentation manquante, puis appréhendé le 27 octobre. Ce dernier et plusieurs de l'affaire de Leningrad, dont Kouznetsov, se retrouvent emprisonnés, torturés et même accusés d'espionnage (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 86-87 ; Khlevniuk, 2015, p. 169-170). Leur procès secret se déroule en septembre 1950, puis ils sont exécutés le 1er octobre. En 1949 et en 1950, la purge s'étend à une centaine de personnes influentes de Leningrad. Cette dernière demeure un peu mystérieuse et plusieurs explications existent. Selon l'historien B.A. Ruble, Staline et son cercle rapproché désiraient anéantir le prestige de Leningrad et l'organisation locale du parti (p. 319). De plus, les dirigeants de Leningrad avaient commis l'erreur de proposer un autre centre du gouvernement à Leningrad pour la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), faisant preuve d'un trop grand nationalisme russe

(thèse également soutenue par Brandenburger, 2004). L'historien B. Tromly explique la purge extensive par la volonté d'anéantir le « lien client-patron », spécialement le réseau de Kuznetsov (p. 716).

Staline s'assure encore une fois de la loyauté de son entourage et réaffirme son pouvoir sur l'appareil étatique. Gorlizki et Khlevniuk constatent que Beria et Malenkov jouent un rôle secondaire et qu'ils furent probablement eux-mêmes choqués du résultat (2004, p. 88). Provoquer Staline est littéralement à leurs risques et périls puisqu'il continue à sévir au sein des hauts placés du Politburo. En 1949, celui-ci favorise à nouveau la compétition puisque Khrouchtchev devient secrétaire du CC et il promeut N. A. Boulganine, auparavant ministre de la Défense (Khlevniuk, 2015, p. 181).

Différentes explications de l'affaire de Leningrad ressortent de la littérature. Pour Gregory, c'est l'affirmation de ses propres opinions qui entraîne en partie la perte de Voznessenski. Mais Staline lui-même apprécie sa franchise lorsqu'il se confie au ministre des Transports, Ivan Kovalev. Pour obtenir son accord, une majorité arrive déjà avec un consensus même s'il ne connaît toute l'information :

But not Voznessenskii; if he doesn't agree, he will stand his ground and simply refuse to have the matter agreed for form's sake. He will come to me with his objections, with his difference of opinion. (cité dans Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 83).

Voznessenski diffère peu des autres administrateurs du Gosplan. Il coordonne les activités économiques, prévient les abus des ministères et vérifie l'atteinte des plans. Pour Gorlizki et Khlevniuk, le problème provient du manquement à son obligation primaire : « As the head of Gosplan, the agency charged with providing "honest" third-party information – Voznessenskii served as one of Stalin's chief truth tellers. » (*Ibid.*). Sa situation s'envenime à partir de la plainte de Pozmanev.

Pour Khlevniuk, l'affaire de Leningrad se relie aux attaques de Staline sur Molotov et Mikoyan, ses plus vieux « camarades ». Voznessenski était l'ami du premier et la fille de Mikoyan s'apprêtait à marier le fils de Kouznetsov (2015, p. 170). À partir de 1948, Staline persécute Molotov en dehors du cercle fermé du Politburo. Il fabrique des preuves, associant sa femme juive, Polina Zhemchuzhina, à un groupe juif « anti-Soviet » et exige le divorce. En mars 1949, ce dernier et Mikoyan sont démis de leurs postes de ministre respectif ; des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Nous pouvons imaginer la pression constante que les proches collaborateurs de Staline subissent.

Somme toute, une lutte parmi les hauts dirigeants prive l'économie politique d'un spécialiste impliqué et possiblement de ses théories, puisque les économistes ignorent si leur utilisation est permise (Pollock, 2006, p.177). Comme nous le verrons, Voznessenski serait un des seuls à posséder un accès aux données du Gosplan. De plus, il semble près de parvenir à lier la théorie à la réalité. Avant d'être appréhendé, il rédigeait son propre ouvrage d'économie politique, *Political economy of Communism*, détruit au moment de son arrestation. *The War Economy of the USSR* subit à présent les critiques de la presse et du Parti (Kaser, 2008, p.149). Publiquement, en 1952, la condamnation de Voznessenski résulte d'une opinion « volontariste » et de la démonstration d'un « fétichisme de la loi de la valeur », du moins, selon M.A. Souslov, un haut placé du Parti, membre du soi-disant Orgburo<sup>5</sup> et éditeur du journal *Pravda* (cité dans Kaser, 2008, p. 143 ; Pollock, 2006, p. 257). De ce fait, quel rôle concéder aux marchés ainsi qu'à l'utilisation de la loi de la valeur qui les régule ? À l'exception de Staline, qui peut répondre aux questions des économistes ? Malgré l'arrestation et l'exécution de Voznessenski « sans procès », puisqu'il fut gardé secret, en 1950, la pensée générale que l'État planifie parfaitement avec la loi de la valeur persiste (Pollock, 2006, p. 177). Six mois plus tard, un

---

<sup>5</sup> Le bureau responsable des tâches d'organisation sous le Politburo.

éditorial portant le titre « Leaders must foresee » paraît dans *Pravda*. Ce dernier affirme: « In the conditions of the socialist system the role of the so-called “objective” factors is reduced to the minimum, and that of our organization and its leaders has become decisive, unique. » (Miller, 1953, p. 425)

#### 4.4 Conversations de l'année 1950

Les conversations suivantes sur le Manuel se déroulent dans le bureau de Staline en 1950 : le 22 février de 23 h 15 à 23 h 45, le 24 avril de 23 h 05 à 23 h 55 et le 30 mai de 19 h à 20 h. Pour la première fois, des réunions se tiennent en soirée. Au cours de celle-ci, le discours de Staline devient de plus en plus central. Après l'affaire de Leningrad, probablement, que tous sans exception le craignent. Durant cette période, Staline planifie des entretiens importants avec Mao Zedong dans l'objectif d'une union avec La Chine. Ce dernier, à la tête du Parti communiste chinois, a pris le pouvoir et déclaré la République populaire le 1<sup>er</sup> octobre 1949. Parallèlement, Staline rencontre les économistes, le Manuel semble compter pour lui. En février 1950, il conclut une entente d'entraide avec la Chine qui reconstruit son économie grâce à l'appui de l'URSS (Khlevniuk, 2015, p. 175). « To get a sense of perspective, Stalin only met with Igor Kurchatov—the scientific director of the atomic project—twice during the entire period from 1945 to 1953 » (Pollock, 2005, p. 283).

Tandis que la première discussion réunissait dix participants qui se joignaient à Staline, ils sont peu nombreux à la deuxième : Ostrovitianov, Leontiev, Malenkov et Pavel Fedorovich Ioudine. Ce dernier, un philosophe soviétique et membre du Politburo, s'ajoute récemment aux auteurs du Manuel (Pollock, 1941-1952/2001, p. 29). Seul Staline s'exprime durant la rencontre de trente minutes. Il y confirme que la base de Leontiev sera poursuivie plutôt que deux versions du Manuel (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 29).

La troisième conversation réunit les membres influents du Politburo suivants, presque tous des membres du « cercle dirigeant » : Boulganine, Kaganovich, Mikoyan, Malenkov, Molotov et Beria. S'y ajoutent également Leontiev, Ostrovitianov, Ioudine et un nouveau coauteur du Manuel, Dmitrii Trofimovich Chepilov, auparavant responsable de la section des sciences agricoles du CC. De 1947 à 1949, il s'occupe d'éditer le Pravda et dirige le département pour l'agitation et la propagande (*Ibid.*, p. 30 ; 2006, p. 257). Encore une fois, Staline uniquement intervient durant l'heure de la rencontre. Avec la guerre froide, la science devient un domaine de luttes. Ainsi, Staline affirme: « It is bad that there are no disagreements in the committee and that there are no arguments over theoretical questions. I mean, you are involved in a historical undertaking. » (Pollock, 1941–1952/2001, p. 35) Des débats contribueraient à la construction du Manuel, toutefois, celui-ci progresse peu. D'abord, parce que toute personne avec une opinion contraire à Staline ou au Parti se fait sévèrement critiquer par la presse ou même éliminer. S'ajoute à cela l'antisémitisme, d'autant plus que le responsable du travail collectif sur le Manuel, Leontiev, est juif.

Par la suite, Staline exige des auteurs qu'ils étudient davantage Marx, tout en dépassant sa théorie. Il se prononce à nouveau contre la propagande : « We should influence people's intelligence » (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 34). Il critique également le Manuel sur deux points. Le premier concerne l'histoire du capitalisme, obligée de respecter les concepts de Marx et Lénine. Autrement la base du régime risque d'être contestée. Staline s'inquiète que les nouvelles générations, qui ne lisent pas Marx, « dégénèrent » et remettent en question la nécessité du *Capital* pour construire le socialisme. Donc, il impose un dogmatisme strict pour les sujets du Manuel antérieur au socialisme (*Ibid.*, p. 32-35). Pour que la théorie marxiste demeure valide, le peuple doit croire que le socialisme constitue toujours l'aboutissement du capitalisme. Ensuite, Staline critique le fait que les auteurs



n'abordent pas les salaires. Il souhaite une comparaison des salaires réels entre pays pour démontrer que plusieurs nations n'atteignent pas un salaire de subsistance en comparaison avec l'URSS.

Staline continue ses instructions et dicte même le contenu ainsi que la méthode de démonstration à utiliser. Le Manuel doit comporter un maximum de cinq cents pages, dont la moitié aborde les systèmes présocialistes, et l'autre le socialisme (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 35). Il refuse un document exhaustif, en raison de ses objectifs ; il doit profiter à l'éducation et aux cadres qui méconnaissent le marxisme ainsi que transmettre au monde entier la méthode de transition au socialisme appliquée par l'URSS (Staline, 1952/1972, 9). Staline espère répandre un endoctrinement scientifique puisqu'il adopte une attitude religieuse face à des propositions valables pour leur caractère (prétendument) scientifique.

La quatrième conversation rassemble Malenkov, Ioudine, Chepilov, Ostrovitianov, Leontiev, Pachkov et Ivan Danilovich Laptev, un professeur, membre de la Lenin All -Union Agricultural Academy (Pollock, 1941-1952/2001, p. 36). Comme Staline y critique surtout la partie du Manuel qui analyse le féodalisme, son contenu devient moins pertinent (*Ibid.*). Malgré le fait que ce dernier déplorait le manque de débats lors de la conversation précédente, peu de participants interviennent et ils restent indiscernables. La plupart des interactions consistent en des questions pointues sur des thèmes que le Manuel aborde ; les œuvres de Lénine, la période des machines à combustion et électrique, les commodités dans la section sur le féodalisme, etc. Pour la plupart des questionnements, Staline exprime son opinion clairement sans que le sujet soit discuté davantage. L'ambiance paraît toujours défavorable aux débats, d'ailleurs absents.

Peu après la quatrième conversation, la guerre de Corée débute en juin. L'armée rouge installe Kim II-Sung au pouvoir en Corée du Nord, qui devient l'un des pires dictateurs communistes, calqué sur Staline (Khlevniuk, 2015, p.176-177). La Chine s'implique dans cette guerre à la demande de l'URSS qui fournit du matériel militaire. Les tensions de la guerre froide s'aggravent puisqu'on assiste au premier conflit armé entre les deux blocs. Staline considérait cet affrontement comme une nécessité de se défendre contre le capitalisme. Ainsi, il dirige plus prudemment la politique extérieure (Khlevniuk, 2015, p. 175-176). Il préfère laisser aux autres le travail d'affaiblir les États-Unis en étirant intentionnellement la guerre de Corée (*Ibid.*, p. 178).

Durant cette période, Staline consacre du temps à une controverse en linguistique et encourage les débats publiquement ; « though Stalin was in the midst of discussing the timing of the invasion of South Korea with Kim II Sung, he still made time to study the two Georgians' concerns about the state of Soviet linguistics » (Pollock, 2005, p. 275).

#### 4.5 Staline et le débat en linguistique

L'intervention de Staline en linguistique permet de constater le climat d'autorité et les jeux de pouvoir qu'impose le Parti aux scientifiques. De plus, même si ce dernier s'oppose au dogmatisme, en définitive, les scientifiques, ainsi que les économistes, attendent que Staline les oriente dans leurs propres sciences. En plus de la linguistique, les hauts dirigeants participent à l'économie politique, la biologie, la physique et la philosophie (Pollock, 2000). L'historien Nikolai Kremontsov a étudié l'évolution de la génétique sous Staline. Les schémas de pouvoirs s'exportent facilement à l'ensemble des sciences (Kremontsov, 1997, p. 7-8). Un système pyramidal, semblable à celui qui permet la vérification des plans, examine les

avancées scientifiques. Des membres du Parti et des bureaucrates comme Youri Jdanov et D. T. Chepilov, qui participe également à la rédaction du Manuel, effectuent ce travail (Pollock, 2000, p. 7-8). Ensuite, Malenkov et Souslov gèrent les conflits, et au sommet, par définition, Staline « never erred on either ideological or scholarly issues » (*Ibid.*, p. 9).

Staline contribue lui-même à plusieurs discussions scientifiques, soit par un essai ou une intrusion indirecte, comme en génétique avec Trofim Lyssenko. En 1948, Staline édite le texte que Lyssenko prononce à la Lenin All Union Academy of Sciences. Celui-ci doit mentionner la contribution de Staline à la fin de son discours de nature technique (Pollock, 2000, p. 20). Les hauts dirigeants promeuvent régulièrement certains scientifiques comme exemple dans un domaine, ils deviennent ainsi inattaquables. En physiologie, c'était Ivan Pavlov, en biologie, Ivan Michurin et en linguistique, Nicolas I. Marr (Pollock, 2005, p. 274). Cela n'empêche pas les inconsistances comme pour l'ouvrage de Voznessenski, *The War Economy of the USSR*, à la fois acclamé puis critiqué par le Parti en réponse à l'affaire de Leningrad. Ce sera également le cas pour les principes du Marrisme (Pollock, 2000, p. 9).

Jusqu'en 1950, les théories du linguiste, décédé depuis seize années, constituent le corpus approuvé par le Parti. En général, les autres spécialistes « accorded [to] Marr more or less the same treatment as they gave each other, disagreeing with him sharply on some issues, citing him with approval on others, and passing over certain of his writings and theoretical stances in silence » (Tuite, 2011, p. 198–99). La plupart des intellectuels valident ses écrits jusqu'en 1920 et croient en l'unité génétique des langues caucasiennes (*Ibid.*, p. 203). Toutefois, peu d'entre eux oseraient contester publiquement les travaux de Marr, soutenu par le Parti (Pollock, 2005, p. 275). Arnorld Tchikobava appartient à une minorité qui s'oppose aux thèses plus récentes de Marr. À l'époque, il dirige le département de linguistique à l'université de Tbilissi

(Tuite, 2011, p. 198-99). Avec K. Charkviani, le secrétaire du CC en Géorgie, il achemine une lettre argumentée contre Marr à Staline. Selon Tchikobava, Charkviani, possiblement avec l'aide de Beria, organise l'entretien avec Staline, qui se déroule au début avril dans sa datcha à Kuntsevo (Pollock, 2006, p. 113 ; Tuite, 2011, p. 209). Durant celui-ci, Staline lui demande de rédiger un article pour Pravda, qu'il révise lui-même. Ensuite, sous la requête de Staline, les éditeurs du journal le publient le 9 mai et déclarent qu'ils souhaitent lancer un débat en linguistique, sans mentionner la position du Parti (Pollock, 2005, p.114). Selon Graziosi, Staline s'implique dans le débat pour la question des nationalités en URSS. Précisant que leurs langues peuvent persister sans dépendre de la base ou de la superstructure (2010, p. 211). La discussion se poursuit sur plusieurs semaines et personne ne l'emporte jusqu'à l'intervention de Staline.

Le 20 juin 1950, Pravda publie l'article de Staline, *On Marxism in Linguistics*. Ce dernier justifie d'abord son intrusion en linguistique ainsi: « I am not a linguistic expert and, of course, cannot fully satisfy the request of the comrades. As to Marxism in linguistics, as in other social sciences, this is something directly in my field. » (Staline, 1950/2008, p.3) Staline s'oppose à Marr sur la notion que le langage relève de la superstructure, c'est-à-dire qu'il émergerait de la base économique à différents stades de développement socio-économique (Tuite, 2011, p. 200). La position de Staline clôt le débat, même les marristes acceptent sa critique (Pollock, 2006, p. 126). Dans leur science, ces derniers deviennent les persécutés plutôt que les assaillants (Tuite, p. 209-210). Staline intervient également en linguistique parce qu'il considère les disciples de Marr dogmatiques, il en profite pour s'y opposer dans la science en général (Pollock, 2006, p. 134).

Staline n'émet aucun commentaire théorique pendant plusieurs années, ainsi l'article crée toute une effervescence : « Words cannot express our deep gratitude to our dear

teacher, the great and wise Stalin, for his work on questions of linguistics » (cité dans Pollock, 2006, p. 126–127). Il rejoint rapidement une importante quantité de lecteurs et ceci, en dehors du champ de la linguistique. Dans son article, Staline reconnaît la nécessité des débats :

It is generally recognized that no science can develop and flourish without a battle of opinions, without freedom of criticism. But this generally recognized rule was ignored and flouted in the most unceremonious fashion. There arose a close group of infallible leaders, who, having secured themselves against any possible criticism, became a law unto themselves and did whatever they pleased. (1950/2008, p.29)

Pour favoriser sa propre croissance, la science doit encourager un discours libre, s'opposer aux dogmes et aux autorités scientifiques, donc ceux soutenus par le Parti. Toujours dans le cadre du débat en linguistique, Staline encourage à présent publiquement la science à dépasser la théorie de Marx (3.1). Il ramène ses bases en accord avec ce dernier, qui s'appuyait totalement sur la science et rejetait la religion :

Marxism, as a science, cannot stand still; it develops and perfects itself. In the course of its development Marxism cannot help but be enriched by new experience, by new knowledge; consequently, its individual formulas and conclusions must change with the passing of time, must be replaced by new formulas and conclusions corresponding to new historical tasks. Marxism does not recognise immutable conclusions and formulas obligatory for all epochs and periods. Marxism is the enemy of all kinds of dogmatism. (Staline, 1950, cité dans Pollock, 2006, p. 129)

Staline démontre ainsi que le Parti encourage des valeurs scientifiques, ce qui renforce l'image de la soumission à la science par l'État. De plus, il rapproche la doctrine officielle, le marxisme, de celle-ci. Toutefois, l'intervention de Staline diminue-t-elle le dogmatisme en linguistique et dans les sciences en général ?

Selon Pollock, l'article de Staline ne parvient pas à l'effet escompté. Au contraire, il soulève davantage de questions qu'il apporte de réponses. Dans la majorité des cas, les scientifiques de plusieurs domaines s'interrogent sur les méthodes à utiliser (2006, p. 133). Ces derniers et des lecteurs écrivent au journal et au département pour l'agitation et la propagande dans l'espoir de recevoir des explications de Staline, l'ultime source de connaissances. La linguistique resserre ses champs d'études ; Staline devient la référence pour les nouvelles recherches ainsi que les conclusions à obtenir. « The 'coryphaeus of science'-did not solve the tension between scientific and political truth. Instead, it amplified the irony of Stalin's dictating answers in the name of the free exchange of opinions » (Pollock, 2005, p. 282). « Coryphaeus of science » correspond au surnom attribué à Staline par la presse soviétique, qui devient d'usage fréquent après la Deuxième Guerre mondiale.

La situation en économie politique se compare à la linguistique, elle aussi coincée entre les exigences du Parti et celles de leur science (Pollock, 2006, p. 168). Le prochain chapitre présente une piste de solution, puisqu'un véritable débat se déroule lors de la Grande Discussion de 1951.

No other work of scholarship in the postwar period, and perhaps in all of Soviet history, was subject to such persistent attention from all levels of the Central Committee. Complete the textbook became a group project directly involving all of the nation's prominent economist and many of its most powerful people. (Pollock, 2005, p. 183)

#### 4.6 Grande Discussion de 1951

Le 25 avril 1951, Staline reçoit le Manuel complété par les auteurs : Leontiev, Ostrovitianov, Chepilov, Laptev, Ioudine et Pachkov. Ceux-ci rapportent avoir respecté l'ensemble des directives des dernières conversations. Au lieu de le rééditer

lui-même, Staline préfère organiser un débat. Celui-ci mobilise près de 250 personnes : des économistes, des professeurs, des dirigeants du Parti et des membres de l'industrie. Donc, le Manuel devient le principal travail scolaire de la période d'après-guerre. La rencontre se déroule dans les locaux du CC à partir du 10 novembre 1951. Afin de surveiller les intérêts du Parti, Staline désigne Malenkov, son secrétaire le plus expérimenté, pour diriger la réunion. Souslov l'assiste comme son député (Pollock, 2006, p.183-184). De plus, comme il ne participe pas, Staline exige des rapports quotidiens sur l'état des discussions (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 145). Ainsi, il supervise le débat, mais ne le contrôle pas totalement (Pollock, 2005, p. 8).

Pollock constitue une source primordiale de cette section. Son ouvrage, *Stalin and the Soviet Science Wars*, semble le seul à aborder cet événement majeur dans la construction de l'économie politique du socialisme (2006, ch. 6). Son résumé se base sur environ quatre mille pages d'archives, puisque, contrairement aux autres débats, comme celui en linguistique, aucun rapport ou abrégé n'existait lors de sa rédaction (Pollock, 2006, p. 24). Il fournit un aperçu des questions soulevées: « The discussions centered on the problems of the textbook specifically, the reasons for stagnation in Soviet economics more broadly, and the tensions between Marxist-Leninist doctrine and Soviet reality in general. » (Pollock, 2006, p. 186)

En juillet 1951, préalablement à la rencontre, les participants reçoivent la dernière version du Manuel, qui doit rester secrète. Ceux qui obtiennent une copie sont conviés à la discussion prévue à Moscou. Un minimum de 247 personnes est attendu : 182 de Moscou et 65 provenant de différentes municipalités. Le Comité central promeut déjà, dans la lettre qui accompagne les exemplaires, la nécessité d'un discours ouvert :

Keeping in mind that the prepared textbook is in need of serious improvement, the Central Committee believes it necessary to conduct an open discussion about the enclosed textbook so that economists' useful critical comments and suggestions can be taken into account in the final editing of the course. (cité dans Pollock, 2006, p. 185)

Les participants sont tenus de cesser tout travail externe et de remettre le Manuel à la fin de la réunion. La rencontre devait durer six à sept jours de quatre heures. Or, Malenkov l'étire à deux fois son temps initial et l'allonge finalement sur plus de cinq semaines. Au cours de celle-ci, les participants effectuent 110 interventions et assistent à 21 séances plénières (*Ibid.*, p. 194). À l'ouverture de la rencontre, Malenkov, insiste à nouveau sur l'importance des critiques du Manuel. Il affirme que, malgré leur travail appréciable, les auteurs prendraient le temps de toutes les écouter (*Ibid.*, p. 186 ; Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 145).

Les participants se questionnent d'abord sur la pertinence de publier le Manuel: « As one participant pointed out, the textbook could not be dismissed as useless, nor was it in good enough shape to publish as it was. » (Pollock, 2006, p. 186) Même si quelques participants considèrent le Manuel comme un retour en arrière dans la connaissance économique, une majorité affirme qu'il constitue un départ convenable.

Parmi les sujets controversés, la loi de la valeur « transformée » suscite le plus de débats. Comme Pollock l'explique, il devient difficile pour les économistes de se prononcer ou de parvenir à un consensus sur un élément primordial comme la loi de la valeur sans connaître la position du Parti. Seuls les auteurs se réfèrent à l'opinion de Staline et il partage peu sa pensée sur l'économie lors des dernières rencontres (2006, p. 188). Toutefois, Staline a besoin que l'avis des économistes ressorte. Ainsi, plutôt qu'imposer des dogmes, il peut s'intégrer dans le débat, comme il a fait en linguistique. Deux grandes visions des lois économiques se forment, avec une conception modérée sur leurs liens avec l'État. Certains économistes adoptent une



opinion volontariste. Ils soulignent que l'État et le Parti créent toutes les lois, donc ils deviennent une catégorie économique et incluent à la fois la base et la superstructure. L'autre groupe s'oppose ainsi : la définition même de lois implique l'objectivité et l'indépendance par rapport à l'homme. Par conséquent, le gouvernement doit s'y plier (*Ibid.*).

En ce qui concerne l'existence de la loi de la valeur, deux avis ressortent. Le premier, similaire à celui de Staline en 1941, affirme que la rémunération du travail avec des biens entraîne sa nécessité. De plus, comme sa signification diffère dans le socialisme, la loi est « transformée » (Pollock, 2006, p. 188). L'académicien S. G. Strumilin, également un « teleologist » qui se prononçait en faveur du Parti (2.1), le second avis, énonce que la loi de la valeur possède une nature permanente. Elle continuera à réguler les échanges entre les différentes branches de l'économie jusque dans le communisme. Les économistes parviennent à un consensus uniquement sur un concept vague de la valeur :

As the discussion evolved, a consensus formed around the idea that commodities and value were historical categories inherited from the capitalist mode of production and fundamentally transformed by economic planning and the socialist control of the means of production. (Pollock, 2006, p. 189)

Toutefois, ils ne parviennent pas à définir la loi de la valeur ou son fonctionnement. D'un ton humoristique, un des participants souligne la problématique :

Each comrade speaking from the lectern about the law of value felt it necessary to develop his own conception of the law of value under socialism. More than 20 different conceptions have been put forth here, which is quite a bit more than is needed. (laughter) Nine different workers from the Institute of Economics have formulated 9 different conceptions about one and the same law... One of these comrades who spoke about the law of value said of his own talk: "Although I developed my point of view about the law of value, I'm still not sure exactly what that point of view is."(laughter) (cité dans Pollock, 2006, p. 189)

Durant la Grande Discussion, l'absence de Staline contribue à l'apparition de débats sur des sujets aucunement contestés jusqu'à présent, par exemple, l'exigence d'un discours scientifique et neutre. Comme les participants ignorent qu'elle émane de Staline, plusieurs critiquent le ton du Manuel. Selon l'un d'eux, il doit constituer « a powerful ideological weapon for educating the masses and for battling idealist, bourgeois ideology » (cité dans Pollock, 2006, p. 192). Ainsi, au contraire de la requête de Staline, un consensus ressort parmi les économistes afin d'adopter une écriture engagée dans le discours scientifique.

La discussion soulève la problématique du climat intellectuel, aucunement favorable à l'avancement d'une science depuis l'intervention de Staline en linguistique. Les économistes craignent à l'unanimité de subir un sort analogue aux marristes s'ils publient ou partagent leurs recherches. De plus, un article traverse sept ou huit étapes de révisions. Un participant souligne: « The situation has evolved to the point where we wait for Stalin to decide our problems instead of using Stalin's work as a basis for [...] moving our science forward ourselves » (cité dans Pollock, 2006, p. 193).

Le 3 décembre, comme Staline ne se manifeste pas, Malenkov offre la possibilité aux auteurs de prononcer un discours de clôture. Ostrovitianov débute en acceptant les critiques apportées lors de la discussion. Comme il agit comme directeur de l'Institut Économique, Malenkov le questionne sur la stagnation de la science économique en URSS. Plusieurs problèmes ressortent. D'abord, pour éviter les erreurs, l'Institut refuse de publier tout article traitant de notions polémiques. Ensuite, il ajoute que le processus de révision édite amplement les travaux, jusqu'à les rendre parfois méconnaissables pour leur propre auteur. Finalement, Ostrovitianov déplore le manque d'accès aux données du Gosplan et du ministère économique pour la recherche. Ioudine effectue en dernier une allocution. Comme plusieurs intervenants avant lui, il affronte Leontiev sur le fait que depuis 15 ans, il possède le monopole de

rédaction du Manuel d'économie politique. Celui-ci n'a pas la possibilité de se défendre puisque Malenkov suspend la rencontre (Pollock, 2006, p. 195-197).

Staline s'informe sur les sujets abordés durant les discussions dans des rapports complétés par Malenkov, Souslov et Youri Andreievich Jdanov. Fils d'A.A. Jdanov, ce dernier marie la fille de Staline, Svetlana, en 1949 et dirige la section des sciences du CC de 1947 à 1954 (Pollock, 2006, p. 257). Malenkov conclut que:

The draft was unacceptable. He reported to Stalin that the book contained, 'a series of theoretical errors in the interpretation of key problems of political economy, mistakes of factual and statistical material, imprecise formulations of an editorial nature and a number of questionable or weakly argued sentences. (Pollock, 2005, p. 284)

Les participants de la conversation obtiennent également une copie des rapports. Plusieurs se trouvent insatisfaits du compte rendu de leur opinion. Ainsi, ils communiquent par écrit à Malenkov afin de clarifier ce qu'ils exprimaient, mais l'assistante de Jdanov classe simplement les lettres, sans qu'elles soient lues, même celle de Leontiev. Nous pouvons supposer que Malenkov lui-même rédige son rapport d'une perspective dogmatique. D'abord, contrairement à une majorité des participants, il considère le Manuel inacceptable. De plus, il connaît déjà l'orientation du discours exigée par Staline, puisqu'il assiste aux trois dernières conversations. Malgré cela, Staline se base sur son compte rendu pour rédiger ses Remarques (Pollock, 2006, p. 198).

Les économistes tentent de rapprocher le discours vague d'économie politique du socialisme à la réalité. Toutefois, Staline élimine un théoricien près d'y arriver, Voznessenski, même si son opinion diffère peu de celle des autres. De plus, il utilise la troisième stratégie puisqu'il désapprouve ou supprime tous ses travaux. L'analyse des politiques économiques de Staline et des débats en économie politique après la

Deuxième Guerre mondiale démontre que Staline emploie à présent intensivement la tactique de division. En encourageant Varga, celle-ci lui permet de diminuer la crédibilité de Voznessenski et de le remplacer comme directeur du Gosplan grâce aux rivalités qu'il entretient dans le Politburo. Quand le Manuel stagne en raison de l'affaire de Leningrad et de l'antisémitisme, Staline déplore l'absence d'affrontements qui favoriseraient sa progression. De plus, il entreprend un débat en linguistique, dans lequel il s'implique comme intellectuel dans le marxisme et encourage les discussions libres en science afin qu'elle évolue. Finalement, il organise la Grande Discussion. Un constat négatif ressort de celle-ci sur la situation scientifique puisque les controverses restent inaccessibles. Néanmoins, des opinions diversifiées sont avancées et les séances plénières favorisent le partage de théories divergentes, comme celle d'Iarochenko, que nous aborderons plus tard (5.2). Dans le chapitre suivant, nous verrons que Staline intègre la discussion et interrompt les débats avec la publication d'*Economic Problems of Socialism in the USSR*.

## CHAPITRE V

### STALINE S'IMPOSE (1951-1956)

#### 5.1 La poursuite du modèle stalinien devient insoutenable

À l'exception de Staline, les dirigeants du Parti constatent les problèmes urgents dans l'agriculture et les goulags (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 123). Dès 1947, la durée des peines de prison augmente et la législation se resserre, ce qui accroît le nombre de captifs dans les camps de détentions. Pour un vol, par exemple, l'État peut incarcérer un citoyen pendant 5 à 25 ans. À cela s'ajoute la répression dans les territoires obtenus après la guerre :

For the years 1944–1952, according to incomplete official statistics, approximately a half million people were killed, arrested, or forcibly exiled from Lithuania, Latvia, and Estonia, along with an equal number in the western provinces of Ukraine. For these small republics and provinces, whose populations totaled just a few million, these were astounding numbers. The Stalinist system had neither changed nor grown less repressive. (Khlevniuk, 2015, p. 161)

Des prisonniers et d'anciens détenus forment des régions entières du Nord. Au début des années 1950, les goulags comptabilisent 2,5 millions de personnes dans les colonies et les camps. Ces derniers débordent presque, ce qui entraîne des problèmes de logistique (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 124-126). Même si les coûts associés au contrôle et au maintien de cette population deviennent importants, personne ne

remet en question le système des goulags devant Staline puisqu'il contribue au succès des plans (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 127). De plus, le travail forcé permet la réalisation de projets d'envergures comme le barrage hydroélectrique de la Volga. Toutefois, les réformes agraires suscitent plus d'attention politique (*Ibid.*, p. 133).

À partir du début des années 1950, la situation économique devient alarmante. Avec la Guerre froide (4.1), Staline hausse les taxes sur les kolkhozes pour financer l'armement, ce qui augmente la pauvreté de la population agricole (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 133). En 1952, les redevances atteignent 2,3 fois celles de 1941. La consommation d'un individu libre, en moyenne, correspond à celle pourvue dans les Goulags. À cela s'ajoute la distribution inégale des ressources, puisque l'État accorde la priorité aux travailleurs de l'industrie, à l'intelligentsia et aux habitants des grandes villes, comme Moscou (*Ibid.*, p. 134). Une lettre transmise par la secrétaire du Parti de la municipalité de Riazan, en octobre 1952, atteste de la pauvreté des régions :

[...] here we have to wait in line for black bread, and sometimes you can't get any at all [...] I'll stick to the facts since there's not enough paper to describe it all and send it in a letter.

1. You have to stand in line for black bread.
2. You can't get white bread at all.
3. There's neither butter nor vegetable oil.
4. There's no meat in the stores.
5. There's no sausage.
6. There are no groats of any kind.
7. There's no macaroni or other flour products.
8. There's no sugar.
9. There are no potatoes in the stores.
10. There is no milk or other dairy products.
11. There is no form of animal fat (lard, etc.).... (Khlevniuk, 2015, p. 179-180)

Pendant ce temps : « The local leadership gets everything illegally, under the table, so to speak », tandis que la pénurie s'étend aux grains et aux patates qui constituent la majeure partie du régime alimentaire (*Ibid.* ; Hanson, 2014, p. 34). Durant l'été 1952, l'État a fourni de la viande et des légumes aux grandes villes seulement (Marie, 2013, p. 214).

Selon Graziosi, après l'affaire de Leningrad, la peur de Staline «devient le sentiment dominant chez les hauts dirigeants du pays» (2010, p. 209). Ceci nuit grandement aux discussions politiques. De plus, la proposition d'une nouvelle mesure risque d'entraîner des conflits avec les autres membres du Politburo si celle-ci empiète dans leurs responsabilités ; Voznessenski perd la vie dans sa compétition avec Malenkov et Beria. De ce fait, les conflits concourent à maintenir l'orientation industrialistes des politiques de Staline, malgré la situation économique alarmante (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 136). Cela contraste avec ses encouragements aux débats en science et l'organisation de la Grande Discussion. De plus, l'économie politique prône une utilisation rationnelle de la loi de la valeur par l'État, mais la politique industrialiste de Staline s'éloigne d'une quelconque rationalité. C'est dans ce contexte que Staline publie sa contribution officielle à la discussion, *Economic Problems of Socialism in the USSR*.

## 5.2 *Economic Problems of Socialism in the USSR*

Le livre de Staline, *Economic Problems of Socialism in the USSR* joue un rôle central dans l'économie politique du socialisme, puis qu'après sa mort, en mars 1953, le collectif d'auteurs s'y fie pour terminer le Manuel (Pollock, 2006, p. 210). Celui-ci se décompose en deux parties. La première, *Remarks on Economic Questions Connected With the Novembre 1951 Discussion*, tel que son nom l'indique, porte sur la Grande Discussion. Staline effectue d'abord une distribution limitée de cette partie, les

Remarques. Celles-ci constituent également le sujet de la dernière conversation en février 1952 (5.3). À ce moment, il refuse de les publier avant le Manuel, qui deviendra offert seulement à la fin de 1954. Toutefois, l'ouvrage paraît le 3 octobre 1952, la veille du XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti (5.4), avec la seconde section, constituée de réponses à des économistes. Ce revirement de situation amène le doute sur l'objectif de la publication, qui influence la politique, puisqu'elle clôt le débat théorique jusqu'à la mort de Staline.

Le lendemain du discours de fermeture de la Grande Discussion, le 4 décembre 1951, Staline demande l'organisation d'un congrès du Parti, le premier en treize ans. Il planifie y effectuer une allocution d'ouverture. D'abord prévu pour le 28 février, il le retarde de 8 mois, sans discours. D'après Gorlizki et Khlevniuk, c'est à partir de ce moment que Staline décide de contribuer au congrès sous forme de rapport (*Economic Problems*). Ainsi, il respecte les recommandations de son médecin et réduit sa charge de travail. Néanmoins, pendant qu'il rédige celui-ci, il néglige des tâches telles que la remise du prix de Staline en littérature (2004, p. 143-145).

Le 7 février 1952, Staline informe Malenkov et Ostrovitianov qu'il souhaite organiser ce qui sera connu comme la dernière conversation avec les économistes. Il planifie y discuter des Remarques qu'il a rédigées et fixe la rencontre huit jours plus tard (Pollock, 2006, p. 203). Quelques minutes après l'entretien, Malenkov et Ostrovitianov décident d'envoyer le document de Staline à ceux attendus le 15 février, ainsi qu'à tous les participants de la discussion de novembre 1951 (*Ibid.*). À compter du 12 février 1952, des demandes pour en obtenir des copies envahissent le Comité central. En peu de temps, les exemplaires en circulation augmentent de trois milles :

Yuri Zhdanov and his deputy in the Science Section wrote to Malenkov recommending that the Central Committee distribute copies to political



economy teachers, political economy departments, academy institutes, the editors of major journals and newspaper, and secretaries and scientific workers of the republican, regional, and city Party cells. (Pollock, 2006, p. 203)

Malgré la distribution limitée des Remarques, Y. Jdanov reçoit de nombreuses questions à leur propos, qu'il transfère directement aux auteurs du Manuel (*Ibid.*, p. 206). Toutefois, quelques lettres cheminent jusqu'à Staline. Cela lui permet de rédiger la seconde partie du livre constituée de réponses aux économistes suivants : Alexandre Ilitch Notkine, L. D. Iarochenko et A. V. Sanina ainsi que V. G. Venger. À l'exception de références à ceux-ci, Staline cite uniquement Marx, Lénine et Engels.

Dans les Remarques, Staline se prononce sur les débats de la conversation de 1951 à partir des rapports de Malenkov, Souslov et Jdanov. Il aborde les lois économiques, les types de propriétés en URSS, la loi de la valeur, énonce des lois supplémentaires et termine en apportant ses suggestions pour l'amélioration du Manuel. Finalement, même Staline utilise un style polémique.

D'abord, pour Staline, les lois économiques agissent toujours dans le socialisme, seule la modification de la période historique contribue à les changer. Autrement, elles demeurent objectives et opèrent comme des lois naturelles, donc en dehors du pouvoir de l'homme (Staline, 1952/1972, 1). Staline transforme radicalement les prémisses économiques :

Although the formula that economic laws can be transformed has already been current in our country for a long time, it must be abandoned for the sake of accuracy. The sphere of action of this or that economic law may be restricted, its destructive action [...] may be averted, but it cannot be "transformed" or "abolished." (*Ibid.*)

Il ajoute, comme dans l'article de 1943, que ceux qui réfutent cette affirmation démentent la science et toute possibilité de diriger l'activité économique.

Staline revient sur les deux types de propriétés en URSS. Pour lui, les fermes collectives entraînent la persistance de la production de « marchandises ». Lorsqu'elles seront entièrement nationalisées, comme le reste de l'économie, la production de marchandises disparaîtra avec la monnaie et la loi de la valeur (Staline, 1952/1972, 2). Il avoue ainsi l'existence d'une propriété privée. Effectivement, comme vu en 2.3, les paysans dans les kolkhozes possèdent leur lopin de terre. Toutefois, les concepts de Staline informent peu sur les rapports économiques entre les deux grands secteurs : l'industrie et l'agriculture (Chavance, 1980, p. 75). Cela avantage le Parti puisque des analyses sérieuses risqueraient de démontrer les conséquences des politiques industrialistes ; la pauvreté de masse, les problèmes d'allocation de ressources, les famines, etc.

Dans les Remarques, Staline précise son opinion sur la loi de la valeur. Elle persiste pour deux motifs : l'existence de marchandises dans la consommation, que l'État ne contrôle pas, et que le travail se rémunère à l'effort par des biens (Staline, 1952/1972, 3). Ainsi, celle-ci cessera de réguler l'économie seulement au communisme. Toutefois, la propriété collective et étatique possèdent leurs propres lois et restreignent son action (*Ibid.*). L'une d'elles, la loi du développement proportionnel reflète les plans quinquennaux. Elle remplace, selon Staline, la loi de la compétition et de l'anarchie qui contrôle la production dans le capitalisme. Il ajoute que celle-ci surpasse et encadre la loi de la valeur, mais ne la définit pas davantage. Grâce à cette loi du développement proportionnel, Staline conclut que la planification supplante le marché, car elle permet une croissance de l'économie nationale supérieure, notamment par l'expansion de l'industrie lourde (*Ibid.*). L'argumentation semble plutôt tautologique puisqu'elle se base sur une loi au contenu mystérieux, qui pourtant surpasse la productivité du capitalisme grâce à l'utilisation de la loi de la valeur. Cela renforce la doctrine : la planification rationnelle de l'État, qui équivaut à un socialisme scientifique constitue le meilleur système.

Staline discute également la loi économique de base du socialisme qui permet l'existence de la loi du développement proportionnel et de la loi de la planification. Elle se définit ainsi :

The securing of the maximum satisfaction of the constantly rising material and cultural requirements of the whole of society through the continuous expansion and perfection of socialist production on the basis of higher techniques. (Staline, 1952/1972, 7)

Cette loi, tel que le précise Lallement, « énonce avant tout un but à atteindre... C'est une norme, pas une régularité intangible » (2014, paragr. 28). Toutefois, l'État ne la respecte pas (5.1). Jusqu'à maintenant, seul le développement technologique du secteur industriel remplit ses plans pendant que la population subit une pauvreté extrême.

Ensuite, la loi de base du capitalisme apporte un exemple que Staline dévie de ses propres recommandations par rapport au « langage scientifique » (3.1) :

The securing of the maximum capitalist profit through the exploitation, ruin and impoverishment of the majority of the population of the given country, through the enslavement and systematic robbery of the peoples of other countries, especially backward countries, and, lastly, through wars and militarization of the national economy, which are utilized for the obtaining of the highest profits. (Staline, 1952/1972, 7)

D'abord, Staline maîtrise la théorie de l'impérialisme de Lénine puisqu'il l'intègre dans sa définition. Celle-ci s'oppose également aux opinions exprimées par Varga, car elle suggère l'idée que l'affrontement entre les nations capitalistes demeure inévitable (4.2). En énonçant cette loi, Staline dévie de ses propres recommandations contre l'usage d'un « style abusif », ou polémique, puisqu'il donne l'impression de considérer tout élément du capitalisme comme nocif. Peut-on affirmer qu'il ne maîtrise pas son sujet, comme il le mentionnait aux auteurs en 1941 : « if the author

needs to swear, then it means he doesn't have everything straight » (Staline, 1941–1952/2001, p.27) ?

Dans la dernière section des Remarques, celle sur l'amélioration du Manuel, Staline souligne pour une quatrième fois la nécessité des débats (auparavant en 4.4, 4.5 et 4.6) :

I think that in order to improve the draft textbook, it would be well to appoint a small committee which would include not only the authors of the textbook, and not only supporters, but also opponents of the majority of the participants in the discussion, out-and-out critics of the draft textbook. (Staline, 1952/1972, 10)

Il souhaite un document irréprochable. En réponse au rapport de Malenkov (4.6), il suggère d'employer un juriste et un statisticien pour améliorer le style linguistique et les statistiques (Staline, 1952/1972, 10).

La seconde partie d'*Economic Problems* est constituée de réponses aux économistes. Staline décrit sa transition au communisme en répondant à Sanina et Venger. Il y critique également l'opinion d'Iarochenko, puisqu'il entraîne la disparition de l'économie politique. Il débute en exposant les éléments essentiels qui amèneront au communisme. Premièrement, afin d'inclure les paysans dans le socialisme, l'État augmente l'offre du panier troqué aux agriculteurs pour qu'ils choisissent cette méthode d'approvisionnement plutôt que les marchés. Pour cela, ce dernier nécessite un haut taux de croissance de l'économie, puis graduellement accapare leurs surplus (Staline, 1952/1972, Yaroshenko's chief error). L'approche n'évolue pas depuis les propositions de Preobrajenski et Trotski dans les années 1920 (1.3). En réalité, Staline ignore quand les kolkhozes incluront véritablement le socialisme et se prononce plutôt en faveur du statu quo. Pour Staline, les concepts de Marx servent directement la culture afin que le peuple réclame, désire et soit disposé au communisme. Ainsi, l'amélioration des connaissances de la population, comme le

suggérait Lénine (1.1), correspond au second élément essentiel à la transition. À l'aide de citations de Marx et Engels, il poursuit en affirmant que le travail doit devenir un plaisir et même un objet sacré (Staline, 1952/1972, Yaroshenko's chief error).

Déjà, lors des séances plénières durant la Grande Discussion, Iarochenko critique la définition de l'économie politique du socialisme. « He insisted that the rational planning of the whole economy, rather than the study of relations between the different sectors of society, constituted the appropriate goal of Soviet political economists » (*Ibid.*). Comme Boukharine avant lui, il remplace l'économie politique par une science de l'organisation de la production. Jdanov n'inclut pas les idées d'Iarochenko dans son rapport sur les questions controversées, puisque les autres participants réfutent ses théories. Malgré tout, ce dernier s'entête et lui écrit pour s'opposer à son exclusion. Après le partage des Remarques, il réécrit au Comité central et conteste Staline lui-même. Il pense toujours défendre la définition appropriée et se propose pour rédiger un manuel supérieur en un an, avec de l'assistance. De plus, il soutient que l'économie politique développée ne cause que des débats scolastiques (Staline, 1952/1972, Other Errors of Comrade Yaroshenko).

Comme réponse, Staline sépare définitivement la science de l'économie politique des politiques économiques. Ainsi, l'économie politique traite des éléments suivants : « the production, the economic relations of men » (*Ibid.*). Tandis que la politique économique, déterminée par l'État, se base sur la précédente et aborde : « rational organization of the productive forces, economic planning, formation of social funds, etc » (*Ibid.*). Staline conclut qu'Iarochenko a tort puisqu'il se réfère à la politique économique. Il empêche définitivement l'économie politique de prodiguer des recommandations économiques et élimine à nouveau toute possibilité d'étude d'efficience (Sutela, 1991, p.17). La concentration sur les thèmes théoriques évite la

construction d'une véritable science (*Ibid.*, p. 96-97). Lorsque Staline répond à Iarochenko, pour des motifs sur lesquels on ne peut que spéculer, il le nomme de « un-Marxian » « profoundly erroneous » « chimerical » et « remisniscent of Bukharin ». Par conséquent, il subit les conséquences d'avoir interprété au premier degré uniquement l'invitation au discours ouvert (Pollock, 2006, p.207-209).

Le Comité du Parti de Moscou dénonce Iarochenko comme un « Bogdanoviste-Boukharinien » et l'envoie travailler dans un institut à Irkutsk pour ses opinions sur la politique économique. Puisqu'il continue à adresser des lettres au CC pour se plaindre d'être séparé de sa famille, sans modifier ses vues, Staline le condamne à l'emprisonnement après décembre 1952. Selon Gorlizki et Khlevniuk, Iarochenko est arrêté sous les recommandations de Voroshilov (2004, p.146). Il sera libéré neuf mois après la mort de Staline (Pollock, 2006, p. 209).

Finalement, Staline partage son ouvrage pour que les économistes demandent des clarifications plutôt qu'ils s'opposent véritablement au contenu du Manuel. À l'exception d'Iarochenko, les critiques d'*Economic Problems* sont abordées dans la section du Manuel, comme les deux possèdent un contenu semblable.

*Economic Problems* démontre que Staline conserve sa position politique des vingt dernières années. Il promeut les avantages de l'investissement dans l'industrie lourde qui rendent le socialisme supérieur au capitalisme. Il paraît normal qu'il recoure au principe conducteur de la NEP ; l'État doit utiliser la valeur dans la gestion de la production, puisque la même problématique persiste depuis le début. Le Parti n'a jamais réussi à inclure complètement les paysans dans le socialisme. De plus, Staline n'a nul besoin d'accorder le mérite aux anciens théoriciens, car il a éliminé les meilleurs économistes lors de la Grande Terreur. Finalement, il apporte peu de

nouveautés à l'économie politique du socialisme. C'est pourtant ce qu'il exigeait des auteurs.

La publication d'*Economic Problems* termine d'énoncer ce que Staline attend des économistes : il souhaite des critiques du Manuel qui permettent d'améliorer son contenu dans les limites du marxisme. Il refuse catégoriquement toute opinion qui remplace l'économie politique par une science de « l'organisation des forces productives ». De plus, même si l'économie politique étudie les lois naturelles afin que les planificateurs les utilisent, selon Staline, les économistes ne peuvent émettre de recommandations, puisque la planification économique découle du domaine de l'État seulement. Avec le caractère vague du discours, il contraint l'économie politique du socialisme à n'être qu'une science théorique marxiste sans impact sur la réalité qu'elle devrait interpréter. Ce dernier acquiert de plus en plus de confiance dans son rôle de représentant de la « connaissance dans le marxisme ». Tandis qu'il a commencé son article en linguistique humblement, dans les Remarques, il critique ouvertement les opinions des économistes et n'hésite pas à remettre leur intégrité professionnelle en question, comme dans l'exemple d'Iarochenko. Le déroulement de la dernière conversation confirme comment la position de Staline deviendra déterminante pour le Manuel.

### 5.3 La dernière conversation

La dernière conversation analyse les écrits de Staline, *Remarks on Economic Questions Connected With the Novembre 1951 Discussion*. Durant celle-ci, plutôt que de critiquer ou discuter son contenu, les spécialistes interviennent majoritairement pour demander des clarifications sur les concepts apportés par Staline. La discussion se déroule une semaine après leur rédaction, soit le 15 février 1952, de 22 h à 23 h 10. Au contraire de la Grande Discussion, seulement dix-huit personnes assistent à la

rencontre : d'abord, Staline, Laptev, Leontiev, Ostrovitianov, Ioudine, Chepilov et Pachkov. S'ajoute, V. I. Peresleguine, un nouvel éditeur du Manuel et responsable de la comptabilité au ministère des Finances (Pollock, 2001, p. 46). Les membres suivants de l'institut d'économie de l'Académie des sciences y assistent : l'économiste L. V. Gatovski, le professeur, A. A. Arakelian, le chercheur, V. I. Vasil'eva, puis les responsables d'une section de l'Académie A. D. Gusakov et M. I. Rubinshtein. Se joignent à eux, un responsable du département d'économie politique et un enseignant aux écoles du Comité central : G. A. Kozlov et I. I. Kouzminov, ainsi que deux hauts placés du secteur de la finance : Z. V. Atlas et N. N. Lubminov. La liste se termine avec le secrétaire scientifique du Présidium de l'Académie des sciences, A. V. Bolgov.

La conversation se déroule sous la forme d'une suite de questions sur les Remarques auxquelles Staline répond. Une majorité des participants effectuent une intervention. Les seuls à ne pas l'interroger sont Leontiev, Kouzminov, Gatovski, Lubminov et Ioudine. Ostrovitianov débute en demandant si la presse peut publier le document, Staline s'y oppose catégoriquement. Il refuse l'idée d'un Manuel dogmatique associé à sa personne. Il préfère lui donner une orientation scientifique pour justifier son régime. Ainsi, Staline suggère plutôt aux économistes de les inclure dans le Manuel afin qu'il conserve toute sa crédibilité : « The textbook should have an undisputed authority » (Pollock, 2001, p. 46). Les autres questionnements concernent surtout la clarification de concepts et de termes employés par Staline. Par exemple, Ostrovitianov l'interroge sur les moyens de production ; s'ils doivent les considérer comme des biens, puis s'ils peuvent les appeler des « commodities of a special kind » ?

Ensuite, Arakelian revient sur les lois dans l'économie socialiste: « Is it right to put “organic working” of the law of value in place of the understanding of the



“transformation” of the law of value in the USSR? » (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 49). Staline réitère son opinion des Remarques :

The laws of science cannot be created, destroyed, abolished, changed or transformed. Laws must be considered [...]. You need to speak not of the transformation of laws, but about limiting the spheres of their effect. This would be more accurate and more scientific. No inaccuracy at all can be allowed in a textbook. (*Ibid.*, p. 49-50)

Il précise lui-même le caractère scientifique de son argumentation. Celui-ci remplace la propagande comme moyen de persuasion.

Comme Staline avait laissé le sujet vague, Kozlov pose la question que tous se demandent : « What is the content of the law of planned proportionate development of the economy? ». Il lui répond :

[...] When you don't break the law, it sits quietly and its location is unknown—it is everywhere and nowhere. In general, all laws let themselves become known when they are broken and this doesn't happen without retribution. The law of the planned development of the economy influences the lack of coordination between branches. It requires that all the elements of the economy find their mutual correspondence and develop in coordination with one another proportionately. The law of planning of the development of the economy corrects any deficiency in planning. (*Ibid.*, p. 55)

La loi du développement proportionnel ressemble fortement à celle de la valeur, qui corrigeait la planification étatique, durant la NEP. Les autorités l'étudient pour l'utiliser, autrement l'économie subira les effets de sa transgression. Staline ajoute un exemple trivial pour illustrer ses explications : si l'État planifie une certaine quantité de voitures, il doit prévoir un nombre suffisant de feuilles de métal (cité dans Pollock, 1941-1952/2001, p. 55). Le Gosplan effectue-t-il ces calculs ? Ce dernier pourrait-il suivre et équilibrer la production de tous les secteurs en même temps ? Doit-on évaluer la demande des consommateurs ? Le peu d'explications fournies par Staline,

en dehors d'une définition générale des lois, semble insuffisant, d'autant plus que cette loi inclut le corpus officiel de l'économie politique.

Même si Staline accorde de l'importance aux critiques du Manuel, pour le moment, les économistes et les hauts dirigeants attendent ses réponses. Il acquiert un rôle central dans l'économie politique et il paraît devenir le « coryphaeus of science », l'ultime source de connaissance en URSS dans l'interprétation du marxisme-léninisme. Du moins, il constitue encore la référence pour déterminer ce que le Parti permet et promeut dans les milieux académiques. Ensuite, afin de contrôler le contenu du XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti, Staline publie stratégiquement *Economic Problems* deux jours avant celui-ci, le 3 octobre 1952. Il peut ainsi conserver l'orientation de ses politiques et demeure actif politiquement jusqu'à son décès (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 142).

#### 5.4 Le XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti et la mort de Staline

Dès le début de 1952, l'état de santé de Staline se dégrade. Déjà à l'été, « His physical condition came to be a source of concern to those around him, as the leader suffered from sudden memory losses, reduced stamina, and very sharp mood swings » (*Ibid.*, 2004, p. 143, p. 159). Khrouchtchev témoigne de sa faiblesse physique lors du XIX<sup>e</sup> Congrès du Parti, puisqu'il affirme que Staline éprouve de la difficulté à effectuer son allocution (*Ibid.*, p. 148). Malgré sa faiblesse physique, la publication d'*Economic Problems of Socialism in the USSR* lui permet de conserver toute son autorité lors de l'événement : « he had single-handedly dominated the ideological content of the XIX<sup>e</sup> Party Congress » (*Ibid.*, p. 163). Ainsi, l'aspect conservateur de l'ouvrage de Staline lui permet de poursuivre ses politiques et empêche tout changement important durant le Congrès. En fait, Staline conserve l'orientation de ses politiques jusqu'à sa mort (Khlevniuk, 2015, p. 179). Il accorde des concessions à

l'agriculture qu'en cas de crises majeures. L'événement avance la relève de Staline, Malenkov et Khrouchtchev, les responsables de la présentation des rapports principaux (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 143).

Durant le Congrès, Staline apporte plusieurs modifications dans les hautes instances politiques. Il abolit le Politburo pour le remplacer par le Présidium du CC du Parti (Khlevniuk, 2015, p. 182). Ce dernier comporte vingt-cinq membres-votants au lieu de neuf (Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 149). De plus, Staline enlève toute trace de démocratie, puisqu'il les nomme lui-même plutôt qu'ils soient élus par le Congrès du Parti. Il n'inclut pas Mikoyan et Molotov, les plus susceptibles de le remplacer, et en profite pour ajouter plusieurs nouveaux jeunes membres du Parti non influents (*Ibid.* ; Khlevniuk, 2015, p. 183). Afin d'exercer de la pression sur ses rivaux, il les critique durant le Congrès (Gorlizki et Khlevniuk, 2004). Ce faisant, Staline suit possiblement consciemment la méthode de successions de Lénine, lorsqu'il rabaisse ses collaborateurs dans son « testament » (*Ibid.*, p. 148). Encore une fois (4.1 et 4.3), Staline transmet le message qu'aucune position du « cercle dirigeant » ne reste à l'abri de changements. Il stimule les conflits en rééquilibrant les pouvoirs dans son cabinet (Khlevniuk, p. 182).

Dans ses dernières années de vie, Staline demeure au plus fort de son règne. Pour garantir sa domination, il utilise les mêmes méthodes qu'auparavant :

They included the elimination of any potential threat from within his inner circle, unrelenting oversight of the secret police, the encouragement of competition and mutual control among the various components of government, and the mobilization of society against perceived enemies both internal and external. (Khlevniuk, 2015, p. 181)

Les archives sur lesquelles Gorlizki et Khlevniuk basent leur travail, selon eux, démontrent comment le dictateur se trouve en symbiose avec le système qu'il a créé.

« Over two decades, Stalin had learned how to “work” the party, how to mobilize campaigns, and how to instigate purges » (2004, p. 165).

Dans une dernière tentative pour s'accrocher au pouvoir en fin de vie, poursuivant ses purges antisémites, Staline planifie une attaque contre des médecins, juifs majoritairement (Marie, 2013, p. 216). Il construit des preuves pour démontrer que ceux-ci tuent, ou le projettent, des dirigeants soviétiques (Khlevniuk, 2015, p. 183). Avec la maladie, Staline cesse même de dissimuler ses discussions avec la police secrète à leurs sujets :

Now, recalled Khrushchev, Stalin phoned Ignat'ev, the security minister, and would “speak to him in our presence, going off his head, wailing and threatening that he would grind him to dust. He demanded that the doctors be relentlessly beaten, that they be mercilessly trashed and put in chains”. (cité dans Gorlizki et Khlevniuk, 2004, p. 159)

Le 28 février 1953, Staline boit son dernier verre à sa datcha, en compagnie de Malenkov, Beria, Khrouchtchev et Boulganine. Ses gardes du corps le retrouvent paralysé le lendemain à 22 h 30 (Khlevniuk, 2015, p. 184). Étant donné les soupçons sur les médecins, ceux-ci sont contactés seulement le 2 mars. Staline a souffert d'une hémorragie cérébrale (Graziosi, 2010, p. 215). Trois jours plus tard, le dictateur s'éteint.

Comme les successeurs de Staline abandonnent rapidement ses propositions après sa mort, *Economic Problems* affecte peu la politique (Pollock, 2006, p. 210). Toutefois, celui-ci a plus d'incidence dans les sphères académiques. L'Académie des sciences, en janvier 1953, organise une conférence avec un millier de participants pour en discuter (Kaser, 2008, p. 151). L'Académie des sciences et le Ministère de l'éducation:

revised their scholarly agendas in light of Stalin's work, organized conferences addressing it, published editorials in all their major journals praising it, and oversaw dissertations exploring its meaning. *Economic Problems* became the focus of ubiquitous praise in the press and in scholarly meetings for months. (Pollock, 2006, p. 210)

*Economic Problems* contribue grandement au maintien du prestige intellectuel de Staline et de ce fait à conserver l'orientation de ses politiques jusqu'à sa mort. Toutefois, la déstalinisation suivra celle-ci. Ainsi, Staline marquera davantage les milieux académiques grâce à son ouvrage et parvient certainement à s'inscrire dans la théorie marxiste-léniniste. Son livre guide les économistes pour terminer le Manuel.

### 5.5 La publication du Manuel

Le Manuel, *Politiceskaja Ekonomija, Ucebnyk*, paraît en 1954 et consacre la moitié de son contenu à l'économie politique du socialisme. Celui-ci se base majoritairement sur *Economic Problems*, toutefois, il n'explicite pas davantage les lois économiques, qui conservent leur caractère vague.

L'institut d'économie de l'Académie des sciences de l'URSS publie le Manuel 18 mois après la mort de Staline et 17 ans après le début du projet (Pollock, 2006, p. 211). La version traduite correspond à la deuxième édition, publiée en 1956. Celui-ci influence rapidement les milieux universitaires, qui en discutent pour l'améliorer. Les auteurs reçoivent beaucoup de commentaires de la part des lecteurs. Ils organisent également des conférences dans plusieurs municipalités, en mars et avril 1955, qui réunissent des économistes, des chercheurs, des professeurs et des dirigeants d'entreprises. Pour Henri Chambre, qui a étudié trois débats essentiels sur l'économie politique en URSS de 1956 à 1971 : « dans leur ensemble, les thèses staliniennes dominent l'évolution de la théorie économique soviétique durant les

quinze années postérieures à la critique du “culte” » (1974, cité dans Chavance, 1980, p. 9). Le Manuel, quant à lui, établit les termes du discours d'économie politique qui persisteront après la mort de Staline. De plus, il devait servir de base pour l'enseignement du cours obligatoire depuis 1943 (Anonyme, 1943/1944, p. 501).

L'avant-propos de la deuxième édition, paru en 1956, avance qu'après la vente de 6 millions d'exemplaires, le premier Manuel est devenu rapidement inaccessible. Voici la liste finale des auteurs qu'il rapporte : Ostrovitianov et Leontiev, les responsables du travail collectif sur le Manuel ; Chepilov, Laptev, Kouzminov, l'académicien L. M. Gatovski, Peresleguine, Ioudine, Pachkov, ainsi que le doctorant en science économique V. N. Starovski. Les six premiers nommés sont ceux qui participent à la rédaction finale.

Contrairement à son homologue de 1938, *le Short Course* sur l'histoire du Parti, le Manuel ne possède pas le sceau d'approbation du CC, ce qui contribue à le détacher de sa propagande (Pollock, 2006, p. 211). La préface mentionne que les propositions de la discussion de 1951 enrichissent l'ouvrage. Elle prouve également que les auteurs ont assimilé les enseignements de Staline sur la science dans son article en linguistique, puisqu'ils soulignent l'importance de l'ouverture aux débats et au perfectionnement :

Conscients de l'importance d'un manuel marxiste d'économie politique, les auteurs s'appliqueront à améliorer le texte du présent ouvrage en tenant compte des observations critiques et des propositions qui leur seront faites sur cette première édition. L'ouverture à la critique et la constante amélioration appartiennent aux qualités propres de la science. Cela donne le ton du Manuel, la suite aborde son contenu. (Académie des Sciences de l'URSS, 1955/1956)

Le Manuel se constitue de trois grandes parties, divisées par modes de production dans l'ordre : précapitaliste, capitaliste et socialiste. Le mode capitaliste se décline en

capitalisme sans les monopoles et le capitalisme-impérialisme, ce qui témoigne de l'influence de Lénine.

La section sur la production socialiste reste la plus pertinente pour cette étude. Elle se sépare en trois parties recoupées en chapitre. Le Manuel traite d'abord de la période de transition selon les subdivisions suivantes : l'industrialisation socialiste, la collectivisation de l'agriculture et la victoire du socialisme en URSS. Ensuite, il couvre les sujets d'économie socialiste qui commencent par la production matérielle de base du socialisme et la propriété collective. Le Manuel étudie l'économie politique du capitalisme et du socialisme. Les deux systèmes possèdent plusieurs chapitres en communs : les salaires, la loi économique à la base du socialisme et du capitalisme, la production de biens et la monnaie, l'agriculture, le revenu national, la reproduction du système, etc. Dans le socialisme, la « comptabilité économique » ainsi que « le prix de revient et le prix » remplacent les profits moyens et les prix de production. Deux sujets s'y ajoutent : la loi de la valeur ainsi que la loi du développement harmonieux de l'économie nationale et la planification socialiste. Donc, la section sur le socialisme suit son déroulement historique en URSS et expose plusieurs lois. Elle se termine avec la transition vers le communisme et la construction du socialisme au sein d'autres démocraties du peuple comme la Chine et l'Europe.

Le Manuel s'inspire fortement d'*Economic Problems*. Lallement affirme même qu'il reprend généralement sans citations les formulations de Staline et se base majoritairement sur son opinion. Celui-ci présente clairement l'empreinte de Staline. Par exemple, la définition du « mode de production socialiste » contient l'idée que les deux types de propriétés fondent le socialisme :

Le socialisme est un régime fondé sur la propriété sociale des moyens de production sous ses deux formes : la propriété d'État (bien du peuple tout

entier), et la propriété coopérative et kolkhozienne ; c'est un régime où l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu, où l'économie nationale se développe selon un plan afin de satisfaire au mieux les besoins sans cesse croissants des travailleurs en augmentant toujours la production sur la base d'une technique supérieure et où est appliqué le principe de la répartition selon le travail. (Académie des sciences de l'URSS, 1955/1956, p. 255)

Elle sous-entend la centralité accordée à la croissance de la production par l'industrialisation, la primauté de la planification et adopte totalement la répartition selon le travail.

Les auteurs du Manuel ne parviennent pas à concilier la vue stalinienne des lois économiques naturelles tout en conservant la possibilité de diriger l'économie. Autrement dit, l'État ne contrôle pas l'économie, mais il possède des moyens d'action (Lallement, 2014, paragr. 48). L'un de ceux-ci est la loi de la valeur : « En limitant la loi de la valeur, en s'en rendant maître et en l'utilisant méthodiquement, le socialisme s'assure un immense avantage sur le capitalisme. » (1955/1956, p. 315) La contradiction revient ; s'il la contrôle, il ne peut la modifier ? Une autre incohérence se trouve dans la loi *objective* du développement proportionnel qui « donne aux organismes d'État la possibilité de planifier correctement la production sociale ». (Académie des Sciences, 1955/1956, p. 293). Cette loi reste floue même dans le Manuel. Il reprend l'exemple de Staline, lors de la discussion de 1952 (5.3), sur les voitures et la quantité de tôle à prévoir (Lallement, 2014, paragr. 30).

Selon Chavance (1993) et Wagener (2018, p. 16), de nombreuses lois illustrées dans le Manuel représentent des normes, comme la loi économique à la base du socialisme (2.3.2). D'autres constituent une transposition des lois du capitalisme « selon la tradition marxiste : loi de l'accumulation socialiste, loi de la répartition selon le travail, loi de la valeur » (Chavance, 1993, p. 242-243). En bref, tout comme les



Remarques, qui traitent peu d'économie, le Manuel s'applique surtout à décrire le socialisme (Howard et King ; Wagener, 2018, p. 21).

Lallement et Leites critiquent le Manuel et les Remarques sur le fait qu'ils déresponsabilisent l'État, considéré omnipotent jusqu'à présent, avec les lois économiques objectives du socialisme (2014, paragr. 49 ; 1953, p. 51). Sutela affirme qu'amener l'existence de ces lois représente le but de l'économie politique stalinienne (1991, p. 18). De cette façon, si la planification étatique ne permet pas de dépasser le PIB des pays capitalistes ou si la transition au communisme tarde, l'État accuse les lois économiques objectives du socialisme. Celle-ci l'empêche de parvenir à ses buts de manière volontariste (Kaser, 2008, p. 143 ; Lallement, 2014, paragr. 26). Le Manuel présente lui aussi une forme d'évolutionnisme, même si Marx s'y opposait (Sutela, 1991, p. 6 ; Wagener, 2018, p. 21). Les titres de la partie sur la transition nommés plus haut le démontrent. Ils décrivent les étapes « officielles » dans la construction du socialisme.

L'étude de l'unique ouvrage d'économie politique de Staline, de l'usage qu'il en fait et de ses conséquences relève l'utilisation de toutes les stratégies dans celui-ci. Selon la deuxième, Staline profite de la Grande Discussion pour rédiger son livre et intégrer le débat comme intellectuel. Cela contribue au culte de la personnalité dans la nation, mais également à l'international, dans les autres pays communistes.

En ce qui concerne la tactique d'abstraction, il profite de la tribune pour séparer totalement la théorie de la réalité, puisqu'il déclare que les politiques économiques, qui se basent sur l'économie politique, se trouvent hors du champ d'études de cette dernière. Ainsi, il empêche les économistes de se prononcer sur les politiques réelles. La publication stratégique d'*Economic Problems* lui permet également de conserver définitivement l'orientation industrialiste de ses politiques économiques en

promouvant le statu quo. L'existence de lois dans le socialisme, quant à elle, justifie sa supériorité scientifique sur le capitalisme. En réalité, même si les plans quinquennaux favorisent le développement rapide d'armement durant la guerre froide, la population survit difficilement. De plus, le Manuel formalise le discours vague et abstrait de l'économie politique du socialisme et ne renseigne guère davantage sur les lois économiques naturelles que l'État considère dans sa planification.

Staline utilise la troisième stratégie pour éliminer les théories d'Iarochenko, puisqu'elle remplacerait l'économie politique, qu'il a contribué à développer, par une science de la planification.

## CONCLUSION

L'étude du développement de l'économie politique du socialisme, de 1917 à 1956, démontre la difficulté d'une progression intellectuelle sous la dictature de Staline. Malgré ses nombreux efforts pour favoriser les débats, les économistes le redoutent au point que leur science stagne. Il nuit indéniablement au projet, puisque sa présence suffit à limiter l'apport d'idées différentes. À la fin, Staline possède peu d'alternatives à l'exception de s'impliquer lui-même avec les Remarques. Il continue à encourager les critiques du Manuel, jusqu'à ce qu'il utilise la publication d'*Economic Problems* stratégiquement pour conserver le pouvoir et justifier ses décisions de dictateur. Tel que le stipule la seconde stratégie, les débats qu'il favorise, lui permet de s'insérer dans la discussion en tant qu'intellectuel. Ainsi, Staline parvient indéniablement à s'incorporer dans l'histoire économique. D'abord avec la rédaction de son unique ouvrage sur le sujet qui s'inscrit dans la théorie marxiste-léniniste. Ensuite par son influence majeure dans le développement du socialisme en URSS. Même s'il n'est pas économiste, le dictateur est toujours présent dans l'encyclopédie *The New Palgrave Dictionary of Economics* (Ellman, 2018).

La publication d'*Economic Problems* constitue un moment décisif pour l'économie politique du socialisme puisque Staline y définit les thèses acceptées par le Parti. Celui-ci promeut la science, tant qu'elle n'empiète pas dans son autorité. Sutela résume l'opposition entre la pratique et la théorie ainsi :

The potential of Soviet economics as social engineering was truncated by the needs of ideological purity and political correctness. The political leadership might need new proposals, but it would not give away the privilege of deciding what was appropriate and what was not. (2008, p. 158)

Dès le début, Staline favorise un document théorique à orientation pragmatique, mais la réflexion ne se dirige jamais véritablement sur des problèmes d'efficacité. Tel que l'énonce la première stratégie, en définitive, dans son ouvrage, Staline abstrait entièrement les recommandations économiques de la science d'économie politique. Cette dernière se concentre sur «la production et les relations économiques de l'homme». Possiblement, l'issue de cette science aurait différé avec l'amélioration du rapport de la Grande Discussion grâce aux suggestions des économistes, celles de Leontiev par exemple, ou par sa publication en plus des Remarques.

Les stratégies de Staline lui permettent d'orienter ses politiques vers le développement de l'industrie jusqu'à son décès. Probablement qu'il n'a jamais eu l'intention de les modifier, d'autant plus qu'il est reconnu pour son conservatisme à la fin de son règne (Khlevniuk, 2015). La condamnation sévère qu'il réserve aux théories d'Iarochenko, possiblement le seul économiste à le contredire, soutient cette position. Avec la terreur, cela intègre la troisième stratégie, l'élimination des opinions qui ne l'avantagent pas.

Ensuite, nous énonçons la question, qu'advient-il du Manuel dans la période après Staline ? La politique officielle se retourne rapidement contre ce dernier. Lors du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti, en février 1956, Mikoyan et Souslov critiquent les politiques économiques poursuivies par Staline (Bornstein, 1964, p. 17). En Avril, la revue soviétique, *Kommunist*, dénonce le culte de la personnalité :

Depuis fort longtemps a prévalu la conception erronée qu'un seul homme, pratiquement J.V. Staline, pouvait apporter du nouveau dans le domaine de la théorie et que tous les autres devaient populariser sa pensée. Toute thèse

présentée par Staline se métamorphosait en dogme inébranlable. (cité dans Chambre, 1956, p.787-788)

Ainsi, puisque le Manuel ne conserve qu'un court monopole, les économistes peuvent-ils se libérer de l'ordre discursif qui régnait (Sutela, 2008, p. 159) ? D'abord, les débats qu'il a encouragés apporteront un espoir persistant de changement qui évite de remettre le système en question. Ensuite, l'abstraction de Staline, qui entraîne le caractère du discours vague, restera. Puis, même si les domaines d'études de l'économie politique s'élargissent et que plusieurs théories qu'il avait éliminées reviennent, leurs applications par les autorités tardent toujours.

Pour la période immédiatement après la publication d'*Economic Problems*, regardons un rapport sur l'enseignement qui date de 1954. Ronald Meek, un économiste marxiste d'Angleterre, historien de la pensée, a effectué un bref portrait sur la situation dans les universités en URSS. Il s'entretient avec plusieurs professionnels du domaine : deux professeurs de l'Académie des Sciences, un doyen à l'Université de Moscou, ainsi que des membres du personnel enseignant à l'Université de Tbilissi (Meek, 1955, p. 238). Il décrit le fameux cours d'un an, d'introduction à l'économie politique qui se sépare en deux moitiés, une sur le capitalisme, qui se conforme strictement à Marx, et l'autre sur le socialisme. Le cursus de ce dernier inclut les lois économiques du socialisme en suivant *Economic Problems* et un survol des instituts économiques de l'URSS (*Ibid.*, p. 241).

En ce qui concerne le dogmatisme, comme le confirme la Grande Discussion, les échanges libres demeurent possibles dans le cadre marxiste. De plus, les étudiants et les enseignants ont accès à quelques ouvrages occidentaux non marxistes, comme la version de 1936 de la *General Theory* de Keynes, traduite de l'anglais, ainsi que des publications en anglais comme l'*Economic Journal* (1955, p. 243). Comme ils

écrivent du point de vue « bourgeois », ceux-ci sont surtout étudiés pour être critiqués, ce qui constitue une ouverture formelle uniquement.

Dans l'enseignement de la théorie, les témoignages des professeurs apparaissent comme éloquents. Ils peuvent partager leur opinion seulement sur les sujets de moindres importances en précisant que la critique provient d'eux-mêmes. Toutefois, afin de ne pas dérouter les étudiants, l'enseignant se doit de respecter le programme, donc l'ouvrage de Staline, pour toutes polémiques en URSS (Meek, 1955, p. 245). Ainsi, la problématique du dogmatisme et du manque de partage de connaissance dans les milieux scientifiques persiste. Toutefois, pour les personnes interviewées, la liberté académique correspond d'abord à la possibilité de modifier l'enseignement au moyen de discussions entre les professeurs. Dans un second temps, à celle de pouvoir se prononcer dans la presse dans la plupart des débats, cependant limités par la censure constante effectuée dans tous les instituts (*Ibid.*; Sutela, 2008, p. 158). Des articles publiés à l'époque en URSS dénoncent le dogmatisme en économie politique. Meek en profite pour questionner ses interlocuteurs sur le sujet, voici la réponse qu'il obtient :

Soviet economists were often dogmatic both in their research and their teaching. But dogmatism was in fact quite alien to Marxism, and if the Soviet economists always bore carefully in mind the slogan 'link theory with practice' this defect would eventually be overcome. (1955, p. 246)

Ainsi, la stimulation des débats, la seconde stratégie, amène l'espoir d'un changement, puisque les économistes portent un regard positif sur le futur. Ils affirment que possiblement, le dogmatisme constituait une étape nécessaire dans le développement d'une économie marxiste, mais qu'en s'appuyant davantage sur la réalité, elle pourrait revenir à de véritables bases scientifiques (*Ibid.*).

Selon le compte rendu de Meek, l'économie politique du socialisme de Staline, au contraire du discours « économique » dans notre sens du mot, apparaît déjà comme dogmatique en 1954. Soutenue par le Parti, elle finit par s'intégrer à l'idéologie en URSS. La définition de l'économie socialiste demeure presque inchangée jusqu'aux années 1980 et se retrouve partout dans les publications gouvernementales (Sutela, 2008, p. 165). D'autres ouvrages remplacent rapidement la première version du Manuel : la troisième édition officielle paraît en 1964, avec Nikolaj A. Tsagolov comme directeur du projet, un économiste reconnu pour délaisser la loi de la valeur (Wagener, 2018, p. 10). Toutefois, les concepts clés de Staline, ainsi que le caractère vague du discours, qui relèvent de l'abstraction, persistent. Ainsi, les économistes continuent à se référer aux questions déjà établies pour amener de nouvelles idées, sans modifier la méthode de réflexion (Lavigne, 1997, p. 481).

En ce qui concerne la stratégie d'élimination, Khrouchtchev réhabilite des économistes, comme Voznessenski, dès 1956 lors du XX<sup>e</sup> Congrès du Parti. Toutefois, ses théories ne sont reconnues officiellement qu'en 1963. De plus, Khrouchtchev reporte toujours la réforme des prix que ce dernier avait suggérée, de 1955 à 1960, puis instaurée seulement en 1967 (Kaser, 2008, p.141).

Tout bien considéré, « l'ouverture » de Staline parvient à absorber toutes les forces intellectuelles dans un débat sans conséquence, et donc, de notre point de vue, dogmatique. En fait, selon Sutela, après les années de Staline, peu d'économistes s'opposent catégoriquement au régime et supposent pouvoir l'améliorer jusqu'à sa fin (2008, p. 162). Cela s'interprète comme la croyance persistante en la libre discussion afin d'établir des réformes qui amène à plus de prospérité.

## BIBLIOGRAPHIE

- Académie des Sciences de l'U.R.S.S. Institut d'économie. (1955/1956), *Manuel d'économie politique* (2<sup>e</sup>éd.). Paris : Éditions Sociales.
- Ananyin, O., et D. Melnik (2019) "Commodity Sui Generis: The Discourses of Soviet Political Economy of Socialism." Dans T. Düppe et I. Boldyrev (dir), *Economic Knowledge in Socialism, 1945-89, History of Political Economy* 51 (supplement): 00-00.
- Andreev E. M., Darskij L. et Kharkova T. (1992) « L'histoire de la population de l'URSS, 1920-1959. » *Annales de démographie historique, la démographie de l'Union Soviétique*, 61-150.
- Anonyme. (1943/1944). "Teaching of Economics in the Soviet Union." *The American Economic Review*, 34 (3), 501-530.
- Barkley Rosser Jr., J. et Rosser, M.V. (2004). *Comparative Economics in a Transforming World Economy*. Cambridge : MIT Press.
- Barnett, V. (2005). *A history of Russian economic thought*. London : Routledge.
- Birken, L. (1991). "Lenin's Revolution in Time, Space and Economics and Its Implications: An Analysis of Imperialism." *History of Political Economy*, 23 (4), 613-623.
- Bornstein, M. (1964). "The Soviet Price Reform Discussion." *The Quarterly Journal of Economics*, 78 (1), 15-48.
- Brandenberger, D. (2004). "Stalin, the Leningrad Affair, and the Limits of Postwar Russocentrism." *The Russian Review*, 63(2), 241-255.



- Chambre, H. (1956). "La déstalinisation en Union soviétique." *Revue française de Science politique*, 6(6), 770-792.
- Chavance, B. (1980). *Le capital socialiste : histoire critique de l'économie politique du socialisme (1917-1954)*. Paris : Le Sycomore.
- Chavance, B. (1983). *Le système économique soviétique*. Paris : Le Sycomore.
- Chavance, B. (1993). "La théorie de l'économie socialiste dans les pays de l'Est entre 1917 et 1989." Dans : A. Béraud et G. Facarello (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique Vol.2.*, 235-62. Paris : La Découverte.
- Chavance, B. (2003). "The historical conflict of socialism and capitalism, and the post-socialist transformation." *Trade and Development. Directions for the 21<sup>st</sup> Century*, 16-35.
- Davies, S., et J. Harris (2014). *Stalin's World: Dictating the Soviet Order*. New Heaven and London : Yale University Press.
- Dunayeskaya, R. (1944). "A New Revision of Marxism Economics." *The American Economic Review*, 34 (3), 531-537.
- Ellman, M. (2018). "Stalin, Josif Vissarionovich (original name Djughashvili) (1879–1953)." Dans: Macmillan Publishers Ltd (dir), *The New Palgrave Dictionary of Economics*. London : Palgrave Macmillan.
- Feiwel, G. R. (1972). *The Soviet quest for economic efficiency: Issues, controversies and reforms*. S.l. : Ardent Media.
- Gorlizki, Y., et O. V. Khlevniuk (2004). *Cold Peace: Stalin and the Soviet Cercle dirigeant, 1945–1953*. Oxford : Oxford University Press.
- Graziosi, A. (2010). *Histoire de l'URSS*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Gregory, P. R. (2003). *The Political Economy of Stalinism: Evidence from the Soviet Secret Archives*. Cambridge : Cambridge University Press.

- Hanson, P. (2014). *The Rise and Fall of the the Soviet Economy: An Economic History of the USSR 1945 – 1991*. New York : Routledge.
- Holloway, D. (2017). “Totalitarianism and Science: The Nazi and the Soviet Experience.” Dans Vargiu, R. (auteur), Piffer, T. et V. Zubok (dir), *Totalitarian societies and democratic transition: Essays in memory of Victor Zaslavsky*, 231-250. Budapest; New York : Central European University Press.
- Howard, M. C., et J. E. King (1992). *A History of Marxian Economics*. Princeton : Princeton University Press.
- Kaser, M. (2008). “The Debate on the Law of Value in the USSR, 1941-53.” Dans J. Zweynert et V. Barnett (dir), *Economics in Russia. Studies in Intellectual History*, 141-155. Aldershot : Ashgate.
- Kaufman, A. (1953). “The origin of ‘the political economy of socialism.’” *Soviet Studies*, 4 (3), 243-272.
- Khlevniuk, O. V., et D. J. Nordlander (2004). *The history of the Gulag: from collectivization to the great terror*. New Heaven and London : Yale University Press.
- Khlevniuk, O. V. (2005). “Stalin as dictator: the personalisation of power.” Dans S. Davies et J. Harris (dir), *Stalin : A New History*, 108-120. Cambridge : Cambridge University Press.
- Khlevniuk, O. V. (2015). *Stalin: new biography of a dictator*. New Haven and London : Yale University Press.
- Krementsov, N. (1997). *Stalinist Science*. Princeton : Princeton University Press.
- Lallement, J. (2014). “Le statut épistémologique des lois économiques du socialisme dans le Manuel d’économie politique de l’Académie des sciences de l’URSS.” *Æconomia. History, Methodology, Philosophy*, 4(2), 189-221.
- Lavigne, M. (1997). “The Political Economy of Socialism: What Is Left?” *Europe-Asia Studies*, 49 (3), 479-486.

- Leites, N. (1953). "Stalin as an Intellectual." *World Politics* 6 (1), 45-66.
- Lénine, V. I. (1923). "De la coopération." *Œuvres choisies, 1948, tome II*.
- Library of Congress. (2016) *Collectivization And Industrialization. Revelations From The Russian Archives, Internal Working of The Soviet Union*.
- Marie, J.-J. (2013). *Staline, 1878-1953: mensonges et mirages*. Paris: Éditions Autrement.
- Meek, R. L. (1953). "Stalin as an Economist." *The Review of Economic Studies* 21 (3), 232-39.
- Meek, R. L. (1955). "Some Conversations with Soviet Economists." *Soviet Studies*, 6 (3), 238-46.
- Miller, J. (1953). "A Political Economy of Socialism in the Making." *Soviet Studies*, 4 (4), 403-433.
- Nove, A. (1990). "The Challenge of Industrialization." Dans R. V. Daniels (dir.), *The Stalin Revolution 3<sup>e</sup> éd.*, 25-34. Boston : Houghton Mifflin Co.
- Pollock, E. (2000). *The politics of knowledge: Party ideology and soviet science, 1945–1953*. Ph.D. diss., University of California, Berkeley.
- Pollock, E. (1941-1952/2001). *Conversations with Stalin on Questions of Political Economy*. Washington, DC : Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- Pollock, E. (2005). "Stalin as the coryphaeus of science: Ideology and knowledge in the post-war years." Dans S. Davies et J. Harris (dir.), *Stalin : A New History*, 271-288. Cambridge : Cambridge University Press.
- Pollock, E. (2006). *Stalin and the Soviet Science Wars*. Princeton : Princeton University Press.
- Riha, T. J. F. (1994). "The Role of the Law of Value in the Rise and Fall of Socialism in the USSR." *International Journal of Social Economics*, 21 (2/3/4), 117-140.

- Roh, K. D. (2011). "Rethinking the Varga Controversy, 1941–1953." *Europe-Asia Studies*, 63(5), 833-855.
- Ruble, B. A. (1983). "The Leningrad Affair and the Provincialization of Leningrad." *The Russian Review*, 42(3), 301-320.
- Singh, V. (1995). "Stalin and the Question of 'Market Socialism' in the Soviet Union After the Second World War." *Revolutionary Democracy*, 1 (1).
- Singh, V. (1998). "Stalin and the Making of the Political Economy of Socialism." *Revolutionary Democracy*, 4 (2).
- Stalin, J. V. (1930/1954). "Reply to the Sverdlov Comrades." *J.V. Stalin Archive: Collected Works vol.12*. Moscow : Foreign Languages Publishing House.
- Stalin, J. V. (1934). "Marxism Versus Liberalism: An Interview with H.G. Wells." *J.V. Stalin Archive: Collected Works vol.14*. London : Red Star Press Ltd.
- Stalin, J. V. (1936, 25 novembre). "On the Draft Constitution of the U.S.S.R.: Report delivered at the Extraordinary Eighth Congress of Soviets of the U.S.S.R." J.V. Stalin *Problems of Leninism*, 795-834. Peking : Foreign Languages Press.
- Stalin, J. V. (1950/2008). *Marxism and problems of linguistics*. Wildside Press LLC.
- Stalin, J. V. (1952/1972). *Economic Problems of Socialism in the USSR*. Peking : Foreign Languages Press.
- Stanziani, A. (1998). *L'économie en révolution: le cas russe, 1870-1930*. Paris : Albin Michel.
- Sutela, P. (1991). *Economic Thought and Economic Reform in the Soviet Union*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Sutela, P. (2008). "Soviet Economics after Stalin: Between Orthodoxy and Reform." Dans J. Zweynert et V. Barnett (dir), *Economics in Russia. Studies in Intellectual History*, 157-172. Aldershot : Ashgate.
- Ticktin, H. (2011). "Stalinism—its Nature and Role." *Critique*, 39(4), 489-523.

- Tromly, B. (2004). "The Leningrad affair and Soviet patronage politics, 1949–1950." *Europe-Asia Studies*, 56(5), 707-729.
- Tuite, K. (2011). "The reception of Marr and Marrism in the Soviet Georgian academy." Dans *Exploring the Edge of Empire: Soviet Era Anthropology in the Caucasus and Central Asia*, 197-214. Münster : LIT Verlag.
- Versieren, J. (2013). "Eugen Varga and the Calamity of Stalinist Economics." *Critique*, 41(1), 107-119.
- Voznessenski, N. (1946). *LE PLAN QUINQUENNAL DE L'URSS*. Paris : Editions sociales.
- Wagener, H.-J. (2018). "The political economy of socialism - lost in oblivion." HOPE Conference: Economic Knowledge in Socialism, 1-26.
- Werth, N. (2017). *Histoire de l'union soviétique, de Lénine à Staline (1917-1953)*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Zaleski, E. (1984). *La planification stalinienne croissance et fluctuations économiques en U.R.S.S. : 1933-1952*. Paris : Économica